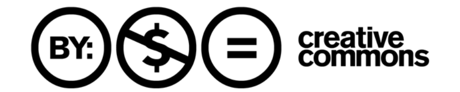


Revue d’études comparatives Est-Ouest

La politique économique chinoise du 1er Plenum du XIe Congrès (août 1977) à la veille du 3e Plenum (décembre 1978)

Thierry Pairault



Résumé

L'article analyse les principales dispositions prises en matière de politique économique au lendemain de la chute de la bande des Quatre et plus spécialement cherche à préciser les orientations définies à l'issue du XI* Congrès du Parti communiste chinois (août 1977) et de la V* Assemblée nationale populaire (février 1978). L'article est divisé en trois parties : politique agricole (répartition, mécanisation rurale) ; politique industrielle (aspects financiers, industrialisation rurale) ; politique commerciale (données récentes et principes du commerce extérieur).

1)La politique agricole. Après avoir souligné la précarité de la situation agro-alimentaire chinoise (faible taux de croissance de la production de céréales) et le manque d'enthousiasme des paysans à participer au travail collectif de production, l'auteur décrit les mesures édictées afin de stimuler l'activité des paysans grâce à une meilleure gestion de la main-d'œuvre et une rémunération du travail collectif plus incitatrice ; puis l'auteur aborde le problème de la mécanisation rurale dont les faibles progrès forcent aujourd'hui les dirigeants chinois à remettre en question la voie suivie depuis la révolution culturelle et à proposer des objectifs dont l'ambition laisse sceptique quant aux chances d'une réalisation rapide.

2)La politique industrielle. L'auteur montre les divergences en matière de politique industrielle entre une ligne « radicale » (la bande des Quatre) et une ligne « modérée » (Zhou Enlai, Deng Xiaoping) qui, bien installée au pouvoir aujourd'hui, prône un retour à un mode de développement centralisé. Pour assumer les responsabilités consécutives à la centralisation, l'Etat chinois est obligé de se doter de bases financières plus saines et par suite d'imposer un certain nombre de règles restreignant la liberté financière des entreprises industrielles et exigeant une rentabilité accrue. En outre, ces deux impératifs (centralisme et rentabilité) remettent en cause la politique de petites industrialisation rurale qui manifesta son incapacité à être autre chose qu'un pis-aller.

3)La politique commerciale. L'auteur fournit d'abord un certain nombre de données statistiques sur la composition et les orientations des échanges commerciaux de la Chine avec l'étranger au cours des années 1972-1977 ; puis analyse les principes qui régissent la politique commerciale de la Chine pour conclure que si la Chine semble s'ouvrir davantage sur l'extérieur, cela n'implique pas une acceptation d'une division internationale du travail, mais marque plutôt la faiblesse de la situation économique générale de la Chine.

En bref, les orientations de la nouvelle équipe gouvernementale chinoise, très nettement influencée par la personnalité de Deng Xiaoping, suggèrent, et tel est le sentiment des Chinois eux-mêmes, un retour au type de politique de développement économique mis en œuvre durant les années 1961-1965 sous la tutelle de Liu Shaoqi.

Abstract

The Chinese Economie Policies from the 1st Plenum of the Xlth Congress (August 1977) to the 3rd Plenum (December 1978).

This article analyses the principal measures taken in the field of Political Economy since the fall of the Clan of Four and more specifically attemps to indicate what orientations issued from the XI Congress of the Chinese National Communist Party (August 1977) and from the V National People's Assembly (February 1978). The article is divided into three parts: agricultural policy (repartition, rural mechanization); industrial policy (financial aspects, rural industrialization); commercial policy (recent data and the principles of foreign trade.)

1)The agricultural policy. After having underlined the precarious situation in food and agricultural production as a whole (the low rate of grain production) and the agricultural workers' lack of enthusiasm to participate in collective production, the author describes the measures implemented to stimulate interest, through better management of the labor force and higher incentives for collective work. Following this, the author threats the problem of agricultural mechanization, where limited progress is forcing the Chinese authorities to question the policy followed since the Cultural Revolution and to propose less ambitious targets, which leave some doubt as to the possibility of achieving mechanization rapidly.

2)The industrial policy. The author illustrates the divergencies between the "radical" line of industrial policy (the Clan of Four) and the "moderate" one (Zhou Enlai, Deng Xiaoping) who chose a return to the centralized mode of development. To undertake the responsibilities latent to centralization, the

restrain the financial freedom of the industrial firms and to increase rentability. These two imperatives (centralization and rentability) compromise the policy for small rural industrialization, which in this context has the dubious advantage of being better than nothing.
3) The commercial policy. First the author furnishes a certain number of statistical data on the composition and the aims of commercial exchange between China and foreign countries from 1972-77, then, he analyses the principles governing China's foreign trade to conclude that if China appears to be opening to a greater extent, this does not imply acceptance of an international division of labor, but rather indicates the general weakness of the economic structure in China.
In short, the directions chosen by the new team governing China, markedly influenced by Deng Xiaoping, suggest, and the Chinese themselves are of this opinion, the type of policy for economic development implemented in 1961-65 under the leadership of Liu Shaoqi.

La politique économique chinoise du 1er Plenum du XIe congrès (août 1977) à la veille du 3e Plenum (décembre 1978)

Thierry PAIRAULT*

Reprenant les objectifs déjà exposés de façon embryonnaire par Zhou Enlai (Chou En-lai)[1] les 21 et 22 décembre 1965 (rapport sur le travail du gouvernement lors de la Ire session plénière de la IIIe Assemblée Nationale Populaire) puis le 13 janvier 1975 (rapport sur le travail du gouvernement lors de la Ire session plénière de la IVe Assemblée Nationale Populaire), un projet de Plan de développement de l'économie apparaît au cours de l'été 1975. Ce plan est rapidement écarté par l'aile radicale du parti qui dominait alors la vie politique du pays. Après la révolution de palais d'octobre 1976, provoquant la chute de la bande des Quatre, le Conseil des Affaires de l'Etat (le gouvernement) reprend le projet et, à la lumière de la nouvelle situation, effectue certaines révisions. La version définitive du plan de développement n'a pas été publiée, mais ses dispositions sont évidentes à la lecture du rapport prononcé par Hua Guofeng (Hua Kuo-feng) le 26 février 1978 devant la Ve Assemblée Nationale Populaire[2] :

1. donner une base solide à l'agriculture : réaliser au moins 85 % de la mécanisation des principales activités agricoles ; construire un *mu* (1/15 d'hectare) par paysan de champs à rendement élevé et indépendant des conditions météorologiques ; accroître la production dans tous les

(*) Attaché de recherche au CNRS.

(1) Le système de transcription des mots chinois adopté ici est le « pinyin », système officiel en République populaire de Chine ; pour les noms de personnages et de lieux les plus connus nous donnerons entre parenthèses la transcription anglaise parfois mieux connue.

(2) *Ren Min Ri Bao* (le *Quotidien du Peuple*, par la suite noté *RMRB*), 7 mars 1978, pp. 1-5.

domaines du secteur agricole (objectif pour les céréales : 400 millions de tonnes) ;

2. développer la production industrielle de base : production sur une échelle plus vaste d'acier (objectif : 60 millions de tonnes), de pétrole, d'électricité ; adoption de techniques modernes permettant d'atteindre les standards des pays développés, en particulier en ce qui concerne la pétrochimie et l'électronique ;

3. développer les transports et les communications : satisfaction des besoins croissants de l'industrie et de l'agriculture par l'extension des réseaux de communications routières, ferroviaires, fluviales, maritimes et aériennes ; fabrication ou achat de locomotives à moteur électrique ou diesel ;

4. développer l'industrie légère afin d'accroître le niveau de vie par tête ;

5. construire un système économique relativement complet et indépendant en Chine et établir six régions économiques dotées de leur système économique propre ;

6. contrôler la natalité : taux de natalité ramené à moins de 1 %.

Pour mener à bien ce programme, le gouvernement chinois entend réaffirmer l'autorité des organes nationaux de décision qui doivent centraliser en leurs mains tous les pouvoirs concernant les huit domaines suivants[1] :

1. élaboration des principes et des mesures politiques pour le développement de l'économie nationale ;

2. fixation des principaux objectifs industriels et agricoles de production ;

3. contrôle de l'investissement dans la construction de base ;

4. détermination des grands projets de construction et réglementation de la distribution des matériaux importants ;

5. achat et fourniture des principales marchandises ;

6. établissement du budget financier de l'Etat et émission de la monnaie ;

7. augmentation du nombre des ouvriers et employés et fixation du montant total des salaires ;

8. fixation des prix des principaux produits industriels et agricoles.

La politique économique définie depuis la chute de la bande des Quatre peut donc se résumer en ces deux mots : *développer* et *centraliser*.

Nous essayerons ici d'analyser les mesures pratiques prises pour mettre en œuvre cette politique de développement et, respectant les principes

(1) *RMRB*, 12 novembre 1977, p. 1.

« prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant » (*nong ye wei ji chu, gong ye wei zhu dao*)[1] et « compter sur ses propres forces » (*zi li geng sheng*)[2], nous traiterons d'abord de la politique agricole, puis de la politique industrielle, et enfin de la politique commerciale avec l'extérieur.

LA POLITIQUE AGRICOLE

La situation agro-alimentaire chinoise n'est guère satisfaisante ces dernières années. Alors que le taux de croissance de la production des céréales était de 3,2 % par an entre 1964 et 1970 — et même de 5 % par an entre 1964 et 1967 — ce taux est tombé à 1,8 % entre 1970 et 1977 ; dans le meilleur des cas le taux de croissance de la production de céréales arrive juste à compenser durant ces sept années le taux de croissance de la population, ce que confirme le Tableau I (l'année 1957 est donnée à titre de référence car considérée comme une des meilleures années depuis 1949 ; la comparaison des indices par

TABLEAU I. — *Production et disponibilités en céréales*

	1957	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
P	185	240	246	240	250	260	270	270	270
I-E	−3	+3,6	+2,1	+7,5	+11,5	+6,9	+4,1	+2,6	+6,2
D	182	243,6	248,1	247,5	261,5	266,9	274,1	272,6	276,2
Ip	77	100	102,5	100	104,1	108,3	112,5	112,5	112,5
Id	75,9	100	101,8	101,6	107,3	109,5	112,5	111,9	113,3
Pop	77	100	101,7	103,6	105,5	107,3	109,3	111,2	113,3
Ipt	100	100	100,7	96,5	98,6	100,9	102,9	101,1	99,2
Idt	98,5	100	100,0	98,0	101,7	102,0	102,9	100,6	100

Légende : P = production de céréales soja non compris ; I-E = solde des exportations-importations ; D = disponibilités en céréales = P ± (I-E) ; Ip = indice de la production des céréales ; Id = indice des disponibilités en céréales ; Pop = indice de la population ; Ipt = indice de la production de céréales par tête ; Idt = indice des disponibilités en céréales par tête.

Sources : production de céréales, années 1957 à 1974. Cf. *China : a Reassessment of the Economy*, J.E.C. 1975, Washington DC, p. 351 ; année 1975, dazibao affiché à Shangai ; années 1976 et 1977, estimations de l'auteur à partir des bilans officiels pessimistes. Importations/exportations, années 1957 à 1976, CFCE ; année 1977. Cf. *Business Times* (Kuala Lumpur), 23 août 1977, p. 5. Population, déclaration officielle (Gilbert Etienne, printemps 1978) : 950 millions fin 1977 ; nous supposons un taux de croissance de 1,8 % l'an.

(1) Ce slogan apparaît officiellement pour la première fois lors de la 10e session plénière du Comité central issu du VIIIe Congrès (28 septembre 1962) ; cf. *RMRB*, 29 septembre 1962, p. 1.

(2) Première apparition in Mao Zedong (Mao Tse-Toung), *Apprendre le travail économique*, 10 janvier 1945.

tête montre que le « miracle » chinois se limite à avoir assuré en 1977 une consommation potentielle de céréales comparable à celle de 1957, donc comparable aux meilleures années d'avant 1949).

La récolte de 1978 ne saurait dépasser celle de 1977 ; de nombreuses émissions provinciales de radio captées par la BBC à Hong Kong font état d'une sécheresse grave en Chine, sécheresse suivie par des inondations non moins graves dans plusieurs provinces. Une réunion spéciale du gouvernement s'est tenue le 24 avril 1978 pour analyser les mesures à prendre pour lutter contre la catastrophe qui affecte la presque totalité de la Chine[1].

La zone la plus sinistrée semble être celle qui s'étend du bassin du Fleuve Jaune au bassin de la Huai, une des régions agricoles les plus riches. Selon les informations disponibles, la sécheresse de 1978 serait dans cette zone trois fois plus importante que celle de 1977 ; or, si l'on se souvient que dans certaines parties de cette région, le tiers des récoltes avaient été compromises en 1977, cela signifierait que cette année plusieurs endroits auraient une récolte voisine de zéro. Un rapport indique en outre que, pour cette zone, non seulement les récoltes d'été sont compromises, mais encore que celle d'automne le sont d'ores et déjà[2].

Les calamités naturelles portent certes leur part de responsabilité, mais les difficultés politiques sont loin d'avoir été, ou d'être encore, sans influence. Aujourd'hui la bande des Quatre est accusée d'avoir, sous prétexte de préférer « la lenteur socialiste à la rapidité capitaliste »[3], créé cette situation par la mise en œuvre d'une politique économique rurale inepte ruinant l'enthousiasme des paysans (« Ils vont au travail dans le désordre le plus complet, baillent aux corneilles durant le travail ; s'ils travaillent c'est avec paresse ; s'ils s'appliquent c'est sans efficacité ») et sapant le moral des cadres (« Mordus un jour par un serpent, ils ont peur de la corde du puits pour dix ans »)[4]. Pour retrouver la confiance des paysans, le parti doit, nous dit-on, restaurer « le style de travail du début de la Libération, le mode de gestion des coopératives, la politique économique rurale d'après 1962 »[5].

Pour résoudre et le problème politique, et le problème aimentaire, la politique économique rurale s'oriente selon deux grands axes : la politique de répartition, la politique de mécanisation de l'agriculture.

---

(1) Cf. les dossiers d'écoutes constitués par la BBC sur ce problème in SWB FE/5808/B11/9 & ss., FE/5812/BII/7 & ss. ; *Agence Chine Nouvelle* (par la suite *ACN*), 7 mai 1978, cité in *Zhong Yang Ri Bao* (*Le Quotidien du Centre*, Taipeh), 8 mai 1978, p. 1 ; *RMRB*, 17 avril 1978, p. 1.

(2) Radio (par la suite R) Hebei, 16 février 1977 (FBIS 10 mars 1978) ; *ACN* 7, mai 1978 (SWB FE/5812/B11/7) ; *RMRB*, 18 février 1977, p. 1.

(3) Liu Guoguang, « Note à propos d'une forte croissance continue » in *Jing Ji Yan Jiu* (*Recherches Economiques*, par la suite *JJYJ*), n° 2, 1978, pp. 7-13.

(4) *RMRB* 24 mars 1978, p. 2.

(5) *RMRB* 23 mars 1978, p. 1.

La politique de répartition

Le système de répartition du revenu brut des activités agricoles non seulement conditionne la capacité du système productif à promouvoir le développement économique, mais encore détermine, condition préjudicielle, l'adhésion des paysans au système social de production[1]. Le paysan chinois vit dans un nouveau monde ricardien où les progrès économiques ne vont plus à un propriétaire terrien, mais à une entité plus lointaine : l'Etat. Pour le paysan chinois, comme pour tout paysan, une augmentation de la production agricole n'a pas grande importance si, à part une fraction minime, elle ne lui revient pas. C'est pourquoi Wan Li — le nouveau secrétaire du comité de parti de la province de l'Anhui (Anhwei) — insiste sur le fait que la mise en œuvre dans sa province de la politique économique rurale n'a débuté qu'avec la répartition de fin d'année[2] non, parce que l'adoption d'une décision provinciale a coïncidé dans le temps avec l'exécution de cette répartition, mais parce que cette répartition, dans la mesure où la satisfaction des intérêts des paysans en dépend, décide de leur participation active aux tâches agricoles futures[3].

Le premier problème à résoudre, pour mettre en place un système de répartition adéquat, est celui du cadre juridique dans lequel s'effectue le travail collectif. Ainsi, un article du *Quotidien du Peuple*[4] réaffirme qu'à l'heure actuelle le système des trois échelons de propriété (commune populaire, brigade de production, équipe de production) avec l'équipe de production comme unité comptable de base est le mieux adapté aux caractéristiques et au développement des forces productives rurales. Pour passer à la brigade comme unité comptable de base, comme les tenants de l'aile radicale du parti le voulaient[5], il faut quatre conditions : 1) renforcement de l'équipe dirigeante des brigades ; 2) base économique des brigades ayant atteint un certain niveau ; 3) différences infimes entre les équipes d'une même brigade ; 4) assentiment des paysans.

Parmi ces quatre conditions, seules les deux dernières sont vraiment importantes. La première signifie, dans l'optique gouvernementale actuelle, que la Chine ne dispose pas à l'échelon de la brigade des gestionnaires

(1) *RMRB*, 26 mars 1978, p. 3.

(2) Dans le courant de l'année il est procédé à au moins deux répartitions : la répartition dite « anticipée » d'automne au cours de laquelle les paysans se voient distribuer une certaine quantité de céréales ; la répartition finale a lieu une fois les comptes de l'exercice clos (décembre-janvier) et est l'occasion d'une attribution complémentaire de céréales et d'argent. Parfois il est aussi procédé à une autre répartition anticipée au cours du premier semestre après les récoltes de mai-juin.

(3) *RMRB*, 17 mars 1978, p. 1.

(4) *RMRB*, 26 mars 1978, p. 3.

(5) Cf. ZHANG Chunqiao (Chang Ch'un-ch'iao), « De la dictature intégrale sur la bourgeoisie » in *Hong Qi* (*Drapeau Rouge*), avril 1975.

nécessaires. La seconde est une clause de style ; dans la mesure où le dit « niveau » n'est pas défini par des critères économiques objectifs, elle permet aux autorités supérieures, toujours dans l'optique actuelle, de « justifier » toute interdiction au transfert de l'unité comptable. La troisième est la constatation d'une évidence lourde de conséquences ; dans une campagne pauvre, il s'en faut de peu pour créer des antagonismes, entre ceux qui mangent à leur faim et ceux qui ont faim, la différence est énorme quoique, économiquement parlant, la différence ne soit parfois que de quelques kilogrammes par tête que les bénéficiaires n'entendent pas partager. La quatrième implique, in fine, l'octroi aux paysans de certains privilèges, que la bande des Quatre qualifiait de « bourgeois », dans l'espoir d'une production accrue. Il faudrait que la brigade offre des avantages supérieurs à ceux de l'équipe pour que les paysans acceptent de renoncer à leurs droits d'aujourd'hui. Dans la pénurie actuelle, les paysans des équipes les plus démunies ont intérêt au transfert de l'unité comptable car c'est pour eux l'espoir de partager la « richesse » des paysans des équipes les moins pauvres.

Pour assurer la souveraineté des équipes (droit pour celles-ci d'entreprendre, dans le respect du Plan d'Etat, les cultures qu'elles préfèrent et de disposer de leur revenu une fois leurs obligations fiscales et parafiscales remplies), il faut lutter contre la tendance des échelons supérieurs (commune, brigade) à « égaliser et transférer » (*yi ping er diao*). Aussi est-il interdit aux cadres des communes et brigades d'imposer des charges indues aux équipes, de prélever leur accumulation et d'une manière générale de détourner autoritairement et sans compensation leur main-d'œuvre, leurs céréales et leurs fonds pour des entreprises le plus souvent d'un intérêt secondaire[1].

C'est dans le cadre légal d'une équipe de production re-confirmée dans ces droits que la politique économique rurale autorise de nouveau la gestion du travail par les normes. Il convient au préalable de distinguer la « gestion par les normes » à proprement parler (*lao dong ding e guan li* ou encore *ding e guan li*) de « l'imputation individuelle de points de travail en fonction de normes » (*ding e ji fen dao ren*). Dans ce dernier cas, pour un type de travail donné correspond un certain nombre de points de travail qui sont attribués au paysan, quel qu'il soit, ayant effectué ce travail ; à l'heure actuelle, seuls un nombre limité de travaux sont ainsi rémunérés car cette méthode paraît mieux adaptée dans leur cas particulier : semailles, binage, épandage d'engrais, construction de base, etc.[2].

La gestion par les normes, par contre, est ainsi définie : *bao gong dao zu, ping fen dao ren* (escouades sous contrat de travail, évaluation

(1) *RMRB*, 16 février 1978, p. 1 ; 31 mars 1978, p. 2.

(2) *RMRB*, 21 novembre 1977, p. 3 ; 6 décembre 1977, p. 1 ; 27 mars 1978, p. 1 ; *Guang Ming Ri Bao* (*Clarté*, par la suite *GMRB*), 21 novembre 1977, p. 3.

individuelle des points de travail)[1] ; ou encore : *ding e dao zu, huo ping dao ren* (des normes pour les escouades, une évaluation souple des points de travail pour les individus)[2].

1. bao gong dao zu/ding e dao zu : les escouades — subdivision temporaire ou permanente des équipes de production[3] — se voient fixer un certain nombre de normes (d'où la dénomination « gestion par les normes ») généralement au nombre de quatre, *si ding,* à savoir quantité de main-d'œuvre employée par l'escouade ; tâches à effectuer par l'escouade ; qualité du travail ; nombre global de points de travail à répartir entre les paysans ayant participé aux activités de l'escouade. Parfois le système est complété par une norme supplémentaire visant à définir l'encadrement au sein des escouades, dans ce cas il prend le nom de *wu ding* (cinq normes)[4].

2. ping fen dao ren/huo ping dao ren : que ce soit dans le cadre des escouades, cas général, ou non, cas particulier, les paysans sont rémunérés en fonction du système *lao dong ding ji, di fen huo ping* (catégories de travail fixes, évaluation souple en fonction des points de travail de base). La méthode consiste à déterminer la catégorie à laquelle doit appartenir chaque paysan en fonction de sa valeur professionnelle et à fixer un certain nombre de points de travail dits « de base » qui serviront de référence pour rémunérer son activité en fonction de la

(1) *RMRB*, 27 mars 1978, p. 1.

(2) *RMRB*, 21 février 1978, p. 1.

(3) Pour une définition des escouades (*zuo ye zu* ou *zu*) voir les « Règlements pour le travail dans les communes populaires rurales (édition révisée), septembre 1962 » in *Documents of Chinese Communist Party Central Committee*, Hong Kong, Union Research Institute, 1971, p. 709 où il est dit : « Afin de faciliter l'organisation de la production, les équipes peuvent créer des escouades fixes ou temporaires selon les endroits, ainsi qu'établir des contrats de travail pour une période, une saison ou pour toute l'année afin de réaliser un système rigide de responsabilité ». Ces dispositions furent reconduites en 1971, voir « Note du comité du Parti communiste chinois de la Région de XXX à propos de la mise en œuvre complète de la Direction du Comité Central du parti communiste chinois sur les problèmes de répartition dans les communes populaires rurales, mars 1972 » in Thierry PAIRAULT, *Dazhai récupéré : la politique économique rurale au début des années 1970*, P.O.F. Paris, 1977, p. 173. Voir R-Hunan, 14 mai 1978 (SWB FE/5825/BII/15) où est donné l'exemple d'une brigade divisant ses équipes en escouades permanentes pour un an (*chang nian gu ding xiao zu*). « Par ailleurs il faut distinguer les *zhuan ye dui (zu)*, équipes (escouades) permanentes ou saisonnières spécialisées dans des tâches déterminées, des escouades, *zuo ye zu*, à vocations multiples dites aussi *zong he xing de zuo ye zu.*

(4) Le système *si ding* ne doit pas être confondu avec les « quatre attributions » (*si gu ding*) mis en œuvre durant la période 1959-1962 lorsque la brigade était encore l'unité comptable de base ; le système des « quatre attributions » consistait à allouer à des équipes l'usage de main-d'œuvre, de terres, d'animaux de trait et d'outils. Ce système préparait le passage à l'équipe comme unité comptable de base ; c'est pour cela qu'il est important d'éviter toute confusion entre les systèmes car la politique actuelle ne prévoit pas le passage à l'escouade comme unité comptable de base. Sur ce sujet Cf. T. PAIRAULT, *op. cit.*, pp. 32-33.

quantité et de la qualité de son travail ; cette méthode est supposée éviter de rétribuer les paysans à « la tête du client » (*ren tou fen*)[1].

Le système que nous venons de décrire n'exclut pas, bien entendu, les récompenses morales ou matérielles aux paysans qui se sont faits remarquer par leur zèle ; ces récompenses peuvent être attribuées en points de travail ou en espèces[2].

Dans le cas de paysans se consacrant à l'élevage des porcs, le système de gestion par les normes prend le nom de « quatre normes, une sanction » (*si ding, yi jiang*) à savoir : nombre défini de truies pour un éleveur, quantités produites (nombre de naissances, embonpoint...) ; quantité de fourrage allouée ; rémunération de base ; sanction de l'activité de l'éleveur par augmentation ou diminution de sa rémunération de base[3].

Toutes les dispositions que nous venons de décrire répètent, sans vraiment les renouveler, des dispositions antérieures en particulier celles de la Directive du Comité central du 26 décembre 1971 qui avait pour but de lutter contre certains excès apparus à la fin de la révolution culturelle et comparables à ceux prônés ces derniers temps par la bande des Quatre[4]. Plus nouvelle, dans la forme du moins, est l'apparition des « trois normes » (*san ding*)[5] ou encore des « deux minima, un minimum garanti » (*liang ge ji ben, bao yi ge ji ben*)[6] : participation minimale au travail collectif ; fourniture minimale d'engrais naturels (vidanges domestiques, déjections des porcs privés, etc.) ; rations alimentaires de base minimales garanties[7]. En ce qui concerne le premier point, dans le district de Muping au Shandong (Shantung), il a été décidé que

---

(1) Pour supprimer les inconvénients dus à la rigidité du système *si ji si ping* (catégories fixes avec attribution fixe de points de travail) qui alloue la même rémunération quelle que soit la quantité et la qualité du travail accompli, sa pénibilité..., c'est le systèmr *si ji huo ping* (catégories fixes avec évaluation souple des points de travail) qui est adopté e les points de travail de base ne servent ici que de référence, un paysant se verra adjuge: un certain nombre de points de travail égal au nombre de points de travail de base augmenté ou diminué en fonction de la valeur des prestations qu'il a réellement fournies. Sur ce sujet Cf. T. PAIRAULT, *op. cit.*, pp. 69-70.

(2) R-Guangdong, 12 mars 1978 (FBIS, 15 mars 1978, H8).

(3) *RMRB*, 30 mars 1978, p. 2.

(4) Cf. T. PAIRAULT, *op. cit.*, pp. 26-37 et 115-180.

(5) *RMRB*, 21 février 1978, p. 1.

(6) *RMRB*, 23 mars 1978, p. 1.

(7) Les rations alimentaires de base constituent un minimum vital accordé à chaque paysan et à chacun des membres de sa famille quelle que soit par ailleurs l'importance de leur participation au travail collectif. Ce minimum vital est prélevé en priorité sur le revenu brut des équipes avant même le paiement des impôts et la constitution de réserves collectives. Le résidu de ces prélèvements est alors distribué aux paysans en fonction de leur participation au travail collectif de production. Plus une équipe est pauvre, plus la part des rations alimentaires de base est élevée dans le revenu des paysans et plus la part de la rémunération en fonction du travail y est faible. Si cette disposition peut être considérée comme un acquis positif à mettre à l'actif du régime, il faut néanmoins voir qu'elle a un effet dès-incitateur sur les paysans des unités de production les plus pauvres qui ne voient qu'un intérêt médiocre à travailler davantage.

les hommes travailleraient au minimum 28 jours par mois, les jeunes filles 26 jours par mois et les mères de famille 24 jours[1].

Les cadres sont, quant à eux, l'objet d'une réglementation particulière. En premier lieu, il est affirmé que ceux-ci doivent posséder un Carnet de travail afin d'y enregistrer, comme tout paysan, leurs points de travail acquis par leur participation au travail collectif de production[2]. En outre, il est indiqué que les cadres des brigades doivent travailler dans les équipes et qu'il leur est fixé un certain nombre de points de travail de base en fonction de leur capacité ; en ce qui concerne leur travail administratif au sein de la brigade, il est prévu de leur allouer un certain nombre de points de travail complémentaires[3] : c'est le système *ding gong lao dong, ding e bu tie* (participation fixe au travail collectif de production, points de travail complémentaires fixes) prôné en 1961[4]. Une directive nationale précise que le montant global du complément ne saurait dépasser la valeur de 120 jours de travail théoriques (*lao dong ri*)[5]. Dans une brigade, le nombre de cadres concernés devrait généralement être compris entre trois et cinq, d'autant plus qu'il est conseillé d'encourager le cumul des fonctions administratives pour éviter la constitution d'une bureaucratie oisive vivant sur le dos des paysans travaillant aux champs[6].

Enfin, notons que le système de rémunération mis en œuvre dans la brigade modèle de Dazhai (Tachai) n'est que très rarement évoqué sauf pour mettre d'éventuels disciples en garde contre ses dangers[7]. Ce dernier point est significatif et permet de tirer la philosophie des dispositions que nous venons d'exposer. La sauvegarde de l'alliance du prolétariat urbain et de la paysannerie — qui assure la subsistance du régime et donc la survie de ce prolétariat — exige impérieusement de renoncer à la transformation immédiate de la « conception du monde » des paysans et partant, impose de leur accorder un certain nombre de

(1) R-Shandong, 23 mars 1978 (SWB FE/5775/B11/9).

(2) *RMRB*, 16 octobre 1977, p. 1.

(3) *RMRB*, 3 septembre 1977, p. 1.

(4) *RMRB*, 10 juin 1961, p. 2 ; 29 juillet 1961, p. 2.

(5) R-Anhui, 18 mars 1978 (FBIS 22 mars 1978 G3) ; *ACN*, 12 mai 1978 (SWB FE/5818/B11/10). *RMRB*, 1er juin 1978, p. 1.

(6) *RMRB*, 3 septembre 1977, p. 1 ; 17 février 1978, p. 1.

(7) *RMRB*, 27 mars 1978, p. 1. Le système de rémunération mis au point à Dazhai (Tachai) consiste d'une part en un enregistrement quotidien du type de travail et du temps de travail accomplis par chaque paysan, d'autre part à désigner chaque mois au cours d'une assemblée générale un paysan modèle pour son attitude vis-à-vis de l'étude et du travail (dans d'autres cas un paysan par type de travail). A ce paysan modèle est attribué un certain nombre de points de travail par rapport auxquels chaque paysan détermine le nombre de points de travail auquel il pense avoir droit et dont le montant est discuté en assemblée avant d'être définitivement fixé. Par la suite l'élection de paysans modèles fut supprimée et remplacée par des points de travail de référence jouant le même rôle. Ce système présente un inconvénient majeur pour les unités de production peu avancées : il favorise un certain laxisme dans la gestion et entraîne souvent l'apparition de tendances égalitaristes toujours redoutées pour leur effet démobilisateur.

satisfactions matérielles. Les problèmes du monde rural restent les mêmes qu'à l'époque des coopératives ou qu'en 1962 et, ni le mouvement d'étude de Dazhai (Tachai), ni la révolution culturelle, ni les progrès incertains de la mécanisation rurale n'ont réussi à métamorphoser le paysan en prolétaire.

La mécanisation de l'agriculture

La mécanisation de l'agriculture reste une des tâches essentielles du Ve Plan quinquennal[1] ; les Chinois semblent décidés à tout pour y arriver, même à importer du matériel agricole[2] sur une grande échelle puisqu'ils organisent une exposition internationale de machinisme agricole devant se tenir à Pékin en octobre 1978. Le problème de la mécanisation rurale n'est pas le simple problème de l'insuffisance de la production — 360 000 unités de 15 CV pour les tracteurs en 1977[3] — mais constitue un problème beaucoup plus vaste remettant en cause l'organisation même du système économique. Un exemple illustrera notre propos.

Le *Quotidien du Peuple* rapporte une histoire révélatrice[4]. Une brigade de production de la banlieue de Huainan, province de l'Anhui (Anhwei), avait passé commande d'un tracteur. En mars 1976, le concessionnaire de Huainan avise les responsables de la brigade qu'un tracteur leur est attribué et qu'ils peuvent venir le chercher à Huainan. Arrivés sur place, les paysans constatent qu'il s'agit d'un modèle démodé auquel manque de nombreuses pièces ; aussi protestent-ils auprès du concessionnaire qui leur répond que, s'ils n'en veulent pas, d'autres s'en satisfairont. Vaincus, ils essaient de le faire partir mais constatent que la batterie est à plat, que manque la boîte à outils et à pièces de rechange ; néanmoins, ils arrivent à le faire partir. De retour au village, ils veulent se servir du tracteur pour les labours, mais immédiatement le bras élévateur de la charrue refuse ses services. Ils font une visite au concessionnaire pour avoir des pièces de rechange : il n'y en a pas ; demandent un

(1) *RMRB*, 11 novembre 1977, p. 1.

(2) La Chine vient de commander 3 000 tracteurs au Canada ; R-Moscou (en chinois) 3 janvier 1978 ; cité in WANG (Xiaoxian), « Analyse de la production céréalière en Chine communiste l'an dernier », *Gong Dang Wen Ti Yan Jiu (Etudes sur les problèmes des partis communistes)*, Taipeh, 15 avril 1978, pp. 92-96.

(3) Robert M. FIELD, « Civilian Industrial Production in the People's Republic of China : 1949-74 » in *China: a Reassessment of the Economy*, JEC, Washington DC, 1975, p. 165 donne pour les tracteurs 32 300 unités de 15 CV produits en 1965 ; *Cahiers de la Chine Nouvelle (CCN)*, 26 janvier 1977, pp. 7-8 dit que la production en 1976 de tracteurs égale 5,6 fois celle de 1965, soit 181 000 unités de 15 CV ; *ACN*, 26 décembre 1977 (SWB FE/5701/C1) dit que la production en 1977 de tracteurs égale 139,8 % celle de 1976, soit 250 000 unités de 15 CV. R.M. FIELD, *op. cit.* donne pour les motoculteurs 971 unités de 15 CV produits en 1965 ; *ACN, op. cit.*, dit que la production en 1976 de motoculteurs égale 71 fois celle de 1965, soit 79 000 unités de 15 CV ; *ACN, op. cit.*, dit que la production en 1977 de motoculteurs égale 137 % celle de 1976, soit 110 000 unités de 15 CV. D'où une production totale de 360 000 unités de 15 CV en 1977.

(4) *RMRB*, 17 janvier 1978, p. 4.

certificat pour pouvoir s'en procurer à Hefei, la capitale de la province : refus. Résignés à ne se servir du tracteur que comme moyen de transport, ils doivent bientôt abandonner même cette idée car le tracteur ne consent plus à avancer.

En 1977, à la suite d'un éditorial, lu dans le *Quotidien du Peuple,* fustigeant la mauvaise qualité des produits, ils écrivent à la rédaction pour lui exposer leur cas. Le journal décide alors d'entreprendre une enquête et de refaire, en marche arrière, le trajet du tracteur. Le concessionnaire de Huinan se révèle incapable de fournir des explications aux journalistes, quant au réceptionnaire il leur répond que malgré le manque de pièces ils ont pu partir donc ce n'est pas la peine de s'inquiéter, et quant à la caisse à outils et aux pièces de rechange, il n'est pas au courant. Ce concessionnaire qui est censé fournir des pièces détachées aux 1 700 tracteurs de la région de Huainan, ne dispose pas en fait d'un vrai réceptionnaire mais d'un préposé temporaire prêté par une ferme d'Etat.

A Hefei, le concessionnaire général pour la province est capable d'indiquer aux journalistes que le tracteur a été envoyé de Shanghai le 24 avril 1975 et est arrivé le 22 août 1975 (quatre mois pour faire 500 km !). Le tracteur est resté en stock jusqu'au 23 mars 1976 (sept mois sans soins et livré aux éléments naturels !). Quant à la caisse à outils, elle a dû se perdre entre Hefei et Huainan au cours d'un voyage de deux semaines pour couvrir 80 km !

A Shanghai, les journalistes apprennent que le tracteur a été construit en mai 1974 et que son moteur a été changé en juillet 1974, l'expédition a bien été faite au cours d'avril 1975. Les journalistes demandent pourquoi ces délais et ce changement de moteur, mais n'obtiennent aucune réponse car nul registre de la production permet de retrouver ceux qui se seraient occupés de ce tracteur ; quand bien même retrouverait-on les noms que cela ne servirait à rien car à l'époque il y avait un tel va-et-vient en particulier d'étudiants... Néanmoins, il leur est précisé que le tracteur en question était peut-être de ceux qui, parqués à l'extérieur, servaient à l'amusement des ouvriers...

C'est pour réagir contre de telles situations que la conférence nationale sur la mécanisation agricole, convoquée le 4 janvier 1978 à Pékin, a envisagé les mesures à prendre tant au niveau du secteur industriel que du secteur agricole. D'après les déclarations de Zhou Zijian (ministre des industries mécaniques N° 1) et de Yu Qiuli (Yu Ch'iu-li) (vice premier ministre et ministre du Plan), l'action gouvernementale s'orientera principalement vers les domaines suivants pour achever « l'essentiel de la mécanisation rurale d'ici 1980 »[1] :

— réorganisation du secteur industriel et développement de la coopé-

(1) R-Pékin (en chinois), 4 janvier 1978 (SWB FE/5707/B11/6) ; *RMRB*, 29 janvier 1978, pp. 1-3 ; voir aussi *RMRB*, 28 mai 1977, p. 1 ; 8 janvier 1978, p. 3.

ration inter-entreprises dans le cadre d'un centralisme provincial, car toute unité administrative inférieure (tel le district) ne présentent pas l'infrastructure nécessaire à une telle opération (nous reviendrons sur ce problème dans notre seconde partie consacrée à la politique industrielle) ;

— mise en œuvre des *san hua :* standardisation (*biao zhun hua*), production en série (*xi lie hua*) et popularisation (*tong yong hua*). Vers la fin du premier trimestre 1978, des comités ad hoc centraux et provinciaux devront avoir donné aux usines des instructions concernant le type précis de machines agricoles à fabriquer. Le rapport entre le nombre des tracteurs et le nombre de jeux d'équipements adaptés à ces tracteurs doit passer de 1/2,6 à 1/3,3 au moins. La production de pièces de rechange doit augmenter considérablement ;

— amélioration de la qualité des produits qui doivent être accompagnés de trois garanties, *san bao :* réparation, échange et retour. Les unités de production agricoles devront être dédommagées des débours occasionnés chaque fois qu'elles devront faire jouer les clauses de garanties ;

— approvisionnement en matières premières : la fourniture par l'Etat d'acier aux entreprises de matériel agricole augmentera dans les trois ans de 50 % par rapport aux trois dernières années ; 40 % au moins des ressources locales d'acier seront consacrées aux besoins du secteur agricole au lieu des 30 % actuels ; l'allocation de carburant fourni par l'Etat sera 1,2 fois supérieur à celle de 1977 ;

— diminution et uniformisation des prix de vente des machines agricoles ; attribution planifiée de matériel agricole satisfaisant prioritairement les régions clé ; aide financière aux unités de production agricoles pauvres grâce à des prêts sans intérêts de un à cinq ans ;

— gestion unifiée et centralisée du matériel agricole : les communes populaires devront unifier la direction, l'utilisation, la répartition et la comptabilité concernant l'emploi du matériel agricole, ce sont les « quatre unifications » (*si tong yi*). Ces dispositions révèlent que les dirigeants chinois souhaitent voir la réapparition de stations de tracteurs et de matériel agricole car sont visés par les *si tong yi* aussi bien le matériel acheté par les communes que celui acheté par les brigades et les équipes ; autrement dit ces dernières, si elles ne perdent pas leur droit de propriété, voient leur droit de jouissance diminué au profit des brigades et équipes les plus démunies. Yu Qiuli (Yu Chiu-li) prend la peine de souligner que pour éviter la déviation « égaliser et transférer » (*cf.* plus haut) les brigades et les équipes ainsi dépossédées percevront une compensation équitable[1].

---

(1) Cf. aussi « L'issue fondamentale pour l'agriculture est la mécanisation », in *JJYJ*, n° 2, 1978, pp. 57-58. La volonté d'un retour généralisé au système des stations de tracteurs est manifeste lorsque est affirmé que les locations dans le cadre des *si tong yi* doivent se faire selon les prix pratiqués dans les stations de tracteurs ; Cf. *JJYJ*, n° 5, 1978, p. 46.

L'application de ces différentes mesures est censée permettre réaliser « 70 % de la mécanisation rurale dès 1980 ». La signification exacte de ce mot-d'ordre reste inconnue ; cependant, si nous lisons un article de *Recherches Economiques*[1] cela voudrait dire, uniquement en ce qui concerne les tracteurs, disposer de 1 CV pour 20 *mu* cultivés (1 *mu* = 1/15 ha) ; autrement dit, pour toute la Chine, il faudrait 5,5 millions d'unités de 15 CV[2].

En 1977, le parc de tracteurs et motoculteurs aurait été de 1,3 million d'unités de 15 CV[3], soit un déficit de 4,2 millions à produire en 1978, 1979 et 1980, soit en moyenne 1,4 million d'unités de 15 CV à produire par an. La production de 1977 ayant été d'environ 360 000 unités de 15 CV, l'effort à fournir est donc énorme et exige un investissement considérable, d'autant plus que notre hypothèse de départ (parc de 1,3 million) est très optimiste. En effet, plusieurs articles du *Quotidien du Peuple* montrent que nombre de tracteurs sont à l'heure actuelle inutilisables ; ainsi dans un district 25 % des tracteurs « *Dong Fang Hong 30* » et 35 % des motoculteurs sont inutilisables ; 70 % des tracteurs n'ont pas de batterie (donc pas de travail de nuit) et 25 % des motoculteurs ont des défauts divers[4].

Ces quelques données chiffrées nous laissent sceptique quant aux possibilités pour la Chine de réaliser effectivement son programme de mécanisation rurale en un temps aussi bref. Mais, indépendamment de ces insuffisances de la production, un autre gros problème de la mécanisation rurale reste celui des sources d'énergie car la Chine connaît à l'heure actuelle une pénurie d'électricité et de pétrole en comparaison d'avec ses besoins[5]. Rien ne sert de mécaniser si les machines sont condamnées d'avance à rester inactives : en période de sécheresse, ne pouvoir tirer l'eau d'un puits parce qu'il est à sec est un fait contre lequel personne ne peut rien ; mais ne pouvoir tirer l'eau de ce puits parce que l'électricité fait défaut à la pompe donne une image dramatique des problèmes que posent la mécanisation rurale[6]. Aussi un grand article du *Quotidien du Peuple* signale que les zones rurales, qui n'accèdent pas au réseau national ou local desservant en priorité le secteur industriel, doivent

---

(1) Cf. « L'issue fondamentale pour l'agriculture est la mécanisation », *op. cit.*, p. 57.

(2) Surface cultivée : 110 millions ha, soit 110 × 15 millions de *mu*, soit 110 × 15 : 20 millions CV nécessaires, soit 110 × 15 : 20 : 15 millions d'unités de 15 CV nécessaires = 5,5 millions d'unités de 15 CV.

(3) Cf. R.M. FIELD, *op. cit.*

(4) *RMRB*, 3 avril 1978, p. 4.

(5) « L'industrie attend l'électricité, l'agriculture espère en l'électricité », phrase relevée in *RMRB*, 23 novembre 1977, p. 1 ; voir aussi 9, 13, 25 novembre 1977 sur ce sujet.

(6) *RMRB*, 13 novembre 1977, p. 2.

profiter des travaux d'infrastructure des champs pour installer (du moins là où c'est possible) de petites centrales hydro-électriques[1].

Le dernier problème, et non le moindre, que nous évoquerons ici est d'ordre politique. La conférence nationale de janvier 1978 a été précédée de la publication d'une lettre en partie inédite de Mao Zedong (Mao Tse-tung) en date du 12 mars 1966[2] écrite en vue de la convocation au Hubei (Hupeh) d'une conférence nationale sur la mécanisation agricole. Cette lettre servit à condamner le « programme de mécanisation de l'agriculture dans une centaine de districts » mis au point par Liu Shaoqi (Liu Shao-chi) en octobre 1965. Les orientations prônées par Liu (organisation centralisée de la production et de la répartition des machines, mécanisation district par district en fonction de la rentabilité économique de l'opération) ont été battues en brèche lors de la conférence de 1966 qui proposa au contraire une mécanisation sur la base d'un développement local de petites industries produisant des machines de petites et moyennes tailles que les unités de production agricoles acquerraient[3]. Le débat paraissant clos depuis 1966, la publication de cette lettre peut sembler curieuse sauf à comprendre que derrière les deux conceptions du mode de mécanisation de l'agriculture se profilent deux politiques industrielles, l'une « liuiste »[4] préconisant une gestion centralisée des industries, l'autre « maoïste » prônant une politique d'industrialisation rurale à tendance autarcique, politiques industrielles s'affrontant de nouveau au grand jour depuis la chute de la bande des « Quatre ».

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

La situation sur le front de la production industrielle ces dernières années n'est guère plus satisfaisante que celle sur le front agricole : le taux de croissance industriel aurait été de 0,3 % en 1974, 1,5 % en 1975 et nul en 1976[5] ; en 1977 la croissance de la valeur de la production industrielle, 14 %, marquerait le retour à une situation plus favorable[6], néanmoins, de nombreux goulots d'étranglement subsistent prin-

---

(1) *RMRB*, 9 novembre 1977, p. 2 ; 24 novembre 1977, p. 3 ; *GMRB*, 14 décembre 1977, p. 3.

(2) *RMRB*, 25 décembre 1971, p. 1.

(3) *Survey of China Mainland Magazine*, n° 610, pp. 30-31 ; *RMRB*, 8 décembre 1977, p. 1.

(4) Par « liuiste » nous n'entendons pas forcément que Liu Shaoqi (Liu Shao-chi) en soit personnellement l'auteur, nous héritons là d'une symbolique créée lors de la révolution culturelle ; de même « maoiste » ici n'a de sens que par opposition à « liuiste ».

(5) Dazibao affiché à Shanghai. Voir sur ce problème Robert M. FIELD, « The Impact of the ‚Gang of Four' on Industrial Output in Kweichow », *China Quarterly*, 1978, n° 73, pp. 137-139.

(6) *ACN* (en anglais), 26 décembre 1977 (SWB FE/5701/C/1), il s'agit de statistiques sur onze mois.

cipalement au niveau de la production d'acier, du pétrole et de l'électricité, tous trois éléments fondamentaux du développement économique.

TABLEAU II. — *Production industrielle*

	1974	1975	1976	1977	1978
Acier (mt)	23,8	21	21	24	40
Charbon (mt)	428	480	450	495	590
Pétrole (mt)	72,5	87	98	105	116
Electricité (MkWh)	184	206	200	215	253
Gaz (Mm^3)	60	65	75	91	100
Engrais chimiques (mt)	22,5	27.9	28,7	36,8	56

Sources : — pour 1975 et 1977, un dazibao affiché à Shanghai confirmé par *Da Gong Bao* (L'Impérial, journal pro-Pékin de Hong Kong), 25 octobre 1977, supplément p. 7 ; *Qi Shi Nian Dai* (Les années 70, mensuel pro-Pékin de Hong Kong), 78/2, pp. 72-73 ; déclaration du vice ministre Zhang Bin à un représentant de l'EDF.

— pour 1974 et 1976, déclarations officielles fournissant des taux d'accroissement ;

— pour 1978, projections à partir de *Pékin Information*, n° 14, 10 avril 1978, pp. 4-5 ; *RMRB*, 24 juin, 1er juillet et 12 juillet 1978.

La politique industrielle définie aujourd'hui pour combattre les effets nocifs de la bande des Quatre ne diffère pas profondément de celle prônée par Zhou Enlai (Chou En-lai) à partir de 1972 pour lutter contre les excès et les échecs de la révolution culturelle dans le domaine industriel. Ce fut avec précaution et lenteur que Zhou Enlai (Chou En-lai) mit en place cette politique qu'il ne définit vraiment qu'en 1975. Pour faire un pas de plus, il fallut attendre le *Programme en 20 Points* de Deng Xiaoping (Teng Hsiao-ping) qui, publié courant 1975, expose concrètement et sans ambiguïtés les mesures pratiques à mettre en œuvre[1]. Autant l'opposition à Zhou (Chou) avait pris des voies détournées (critique de Confucius), autant celle à Deng (Teng) fut brusque et directe, aboutissant à sa destitution en 1976. Cette année-là fut une grande parenthèse pour l'application des idées de Zhou-Deng (Chou-Teng) jusqu'à la chute de la bande des Quatre qui permit au nouveau gouvernement de ressortir le programme de Deng (Teng) et d'en publier des passages entiers dans la presse sans en citer l'auteur ou l'origine[2]. Qu'en 1976-1977 Hua Goufeng (Hua Kuo-feng) ait voulu ainsi préparer le retour de Deng (Teng) ou, plus vraisemblablement, reprendre à son compte une partie de ses idées en laissant Deng (Teng) sur la touche, toujours est-il qu'aujourd'hui Deng (Teng) est de nouveau en mesure d'imposer la mise en œuvre de la politique industrielle décrite dans le *Programme en 20 Points*.

(1) Publié in *Zhan Wang* (Perspectives), Hong Kong, n° 372, 1er août 1977, pp. 31-36.

(2) Par ex. *RMRB*, 17 février 1977, p. 1.

Pour définir brièvement l'essentiel des idées de Zhou-Deng (Chou-Teng) nous dirons que les tenants d'une ligne radicale (c'est-à-dire les Quatre et dans une moindre mesure Hua) penchent pour un développement économique sur la base d'un développement autarcique des districts (grosso modo un département français) qui doivent créer un réseau complet de petites entreprises industrielles indépendantes (c'est-à-dire exploitant elles-mêmes les sources de matières premières, fabriquant et assemblant toutes les pièces composant le produit fini) ; à cette conception un tantinet taoïste du monde correspond le slogan « compter sur ses propres forces ». Ce mode de développement favorise sur le plan politique l'apparition de royaumes indépendants ayant à leur tête des despotes locaux ; sur le plan économique une désorganisation des dernières structures centralisées : dans un souci d'indépendance totale, les entreprises créent leurs propres réseaux d'approvisionnement et de commercialisation... Ce mode de développement a également pour corollaires la mauvaise qualité des produits, le gaspillage et un niveau technologique bas. Pour pallier ces inconvénients, la ligne Zhou-Deng (Chou-Teng) propose un mode de développement fondé sur la province (grosso modo une petite France), les provinces étant elles-mêmes regroupées dans six Régions[1]. Le but est de créer un système planifié à trois étages : plan national (définition de la politique économique et de ses objectifs), plan régional (définition des tâches régionales et de la contribution de chaque province), plan provincial (définition des quotas de production unité par unité).

Ce retour à la planification et au centralisme n'exclut pas une certaine autonomie mesurée des provinces qui doivent « compter *principalement* sur leurs propres forces »[2] ; autrement dit, les provinces doivent, dans la mesure du possible, être auto-suffisantes en acier, produits énergétiques et chimiques, en cas d'impossibilité elles pourront importer des autres régions de Chine les matières premières, les biens intermédiaires et finals dont elles ont besoin à condition de le faire dans le respect du plan unifié d'approvisionnement. En abandonnant le principe d'autarcie, la ligne Zhou-Deng (Chou-Teng) restitue aux entreprises le droit de se spécialiser ; désormais, les entreprises ne produiront plus anarchiquement

(1) Dans son discours du 4 mai 1977, le vice-premier ministre Yu Qiuli (Yu Ch'iu-li) a annoncé le rétablissement d'ici 1985 de six grandes régions administratives : Nord-Est, Nord, Est, Centre-Sud, Sud-Ouest et Nord-Ouest. Si ces régions correspondent à celles créées en 1961 pour organiser le développement économique et démantelées lors de la révolution culturelle, elles se composeraient de la façon suivante : Nord-Est : Liaoning, Jilin (Kirin) et Heilongjiang (Heilungkiang) ; Nord : Hebei (Hopei), Shanxi (Shansi), Mongolie ; Est : Shandong (Shantung), Jiangsu (Kiangsu), Anhui (Anhwei), Zhejiang (Chekiang), Fujian (Fukien) et Jiangxi (Kiangsi) ; Centre-Sud : Henan (Honan), Hunan Hubei (Hupei), Guangdong (Kwangtung) et Guangxi (Kwangsi) ; Sud-Ouest : Sichuan (Szechuan), Guizhou (Kweichow), Yunnan et Tibet ; Nord-Ouest : Shaanxi (Shensi), Gansu (Kansu), Qinghai (Chinghai), Ningxia (Ninghsia) et Xinjiang (Sinkiang).

(2) Voir par ex. *RMRB* 28 mai 1977, p. 1.

une petite quantité de nombreux produits non-standards, mais fabriqueront en série des produits normalisés. Telle est la toile de fond.

Les aspects financiers de la politique industrielle

L'argent restant le nerf de la guerre, le *Programme en 20 Points* ne pourra réellement être mis en œuvre que si les entreprises reversent tous leurs bénéfices au budget de l'Etat ; c'est ainsi que l'abandon d'une telle pratique ramena, en 1976, les ressources financières de l'Etat au niveau de celles de 1972[1]. Ici le problème est double : idéologique et économique. Du point de vue idéologique, il était mal vu depuis la révolution culturelle « de mettre les bénéfices au poste de commande », et les radicaux utilisaient volontiers cette accusation chaque fois qu'un cadre était soupçonné de vouloir faire passer les préoccupations productivistes avant les intérêts de la révolution. Aujourd'hui, le zèle révolutionnaire a désormais pour étalon la production, aussi est-il nécessaire de réhabiliter sans ambiguïté les bénéfices. Un haut responsable de la province du Yunnan, Liu Minghui, à l'occasion d'une conférence financière de cette province indique : « lorsque nous critiquons 'les bénéfices au poste de commande' nous voulons critiquer le principe qui consiste à ne produire uniquement qu'afin de faire des bénéfices, la poursuite révisionniste des bénéfices comme but de la production, mais ne critiquons pas la réalisation de bénéfices en vue de les reverser à l'Etat pour investir »[2].

Du point de vue économique, une ordonnance gouvernementale d'août 1977 enjoint aux entreprises de dégager des bénéfices par l'amélioration de leur gestion, autrement dit est réaffirmée la nécessité de mettre en œuvre une comptabilité économique digne de ce nom afin que soient respectés et le plan de production et le plan financier[3]. Il était, ces dernières années, de pratique courante de réaliser les quotas de

---

(1) Dazibao affiché à Shanghai. Un haut responsable du Yunnan donne pour sa province les chiffres suivants :

- bénéfices versés par les entreprises à l'Etat :	1971 :	309 millions de yuan
	1972 :	275 —
	1973 :	258 —
	1974 :	167 —
— bénéfices / production provinciale brute :	1970 :	11 %
	1974 :	6,7 %
— fonds de roulement / production provinciale brute :	1970 :	31 %
	1974 :	41 %

Cf. Discours de Liu Minghui à la conférence provinciale sur le travail financier (9 août 1975) in *Zhong Gong Nian Bao* (Annuaire de la Chine communiste) ; Taipeh (par la suite *ZGNB*), 1976, pp. VI-51.

(2) *ZGNB*, 1976, art. cité. Sur le débat autour de ce problème, voir *JJYJ*, 1978, n° 2, pp. 59-64 et n° 4, pp. 8-10.

(3) « Ordonnance concernant les dispositions à prendre pour améliorer la gestion, réduire les pertes et augmenter les bénéfices » dite « Guo Fa n° 69 de 1977 », citée in *Zhong Gong Yan Jiu* (Recherches sur le communisme chinois), Taipeh (par la suite *ZGYJ*), 1978, n° 133, pp. 46-47.

production mais en gonflant artificiellement les prix de revient de telle sorte que le plan financier n'était jamais réalisé : les entreprises, ne déclarant que peu ou pas de bénéfices à verser à l'Etat, pouvaient grâce à leurs bénéfices occultes s'autofinancer, investir sans passer par les circuits officiels (acheter en « passant par la porte de derrière »), faire appel illégalement à de la main-d'œuvre paysanne alléchée par des revenus plus élevés et par suite, ces entreprises pouvaient atteindre plus facilement leurs quotas de production à venir[1].

Dorénavant, il est exigé des entreprises de présenter des bilans honnêtes (ne cachant ni leurs défauts, ni leurs qualités) et d'effectuer mensuellement un état de leurs bénéfices, d'établir des ratios comptables afin d'entreprendre des comparaisons entre unités de production chinoises d'une même branche et avec des entreprises étrangères[2].

Pour renforcer le contrôle financier sur les entreprises, plusieurs trains de mesures ont été adoptés. Premièrement, le secteur bancaire, désorganisé[3], doit être de nouveau mis sous la tutelle du Centre. Un système bancaire centralisé est indispensable pour assurer une saine gestion de la masse monétaire, pour garantir la stabilité des prix ; si, suivant le désir de la bande des Quatre, les dettes étaient remises et les crédits accordés démesurés, l'inflation ferait son apparition. La masse monétaire doit être en proportion des biens disponibles. La politique de crédit doit être suivie rigoureusement (octroi et remboursement selon le Plan), les banques doivent veiller à la bonne utilisation des crédits car un mauvais emploi de ceux-ci est un frein au développement économique et favorise la constitution de goulots d'étranglement. Les banques sont un facteur de l'application de la politique gouvernementale et de contrôle de l'économie[4].

Ensuite, l'ordonnance d'août 1977 proroge les dispositions prises fin 1976[5] visant à geler les dépôts bancaires des entreprises et imposant que toute transaction supérieure à 30 yuan soit effectuée par l'intermédiaire d'une banque[6]. Cette même ordonnance suspend provisoirement l'octroi de prêts aux entreprises. Cette dernière mesure est destinée à forcer les unités de production à ré-ajuster leurs fonds de roulement principalement par une meilleure gestion des stocks : stocks de matières premières souvent excessifs pour amortir les à-coups dans l'approvisionnement consécutifs aux déficiences du réseau ferroviaire ; stocks de produits finis occultes pour faire face aux exigences en hausse du plan

(1) *RMRB*, 27 août 1977, p. 1 ; 19 octobre 1977, p. 2 ; *GMRB*, 30 avril 1978, p. 4.

(2) *RMRB*, 4 novembre 1977, p. 1 ; 24 novembre 1977, p. 2.

(3) *RMRB*, 6 novembre 1977, p. 2, cet article rapporte des détournements de fonds considérables consécutifs à des irrégularités dans la gestion des banques.

(4) *GMRB*, 25 janvier 1978, p. 3.

(5) *ZGYJ*, *op. cit.* ; « Circulaire urgente concernant le gel des dépôts bancaires de toutes unités » dite « Guo Fa n° 19 de 1976 » in *ZGYJ*, *op. cit.*

(6) *RMRB*, 6 novembre 1977, p. 2.

et surtout pour répondre immédiatement à une campagne politique en cours qui, si elle est bien menée dans une entreprise, doit toujours se traduire par une augmentation de la production.

Enfin, des instructions de fin avril 1977[1] instaurent un système de licence d'achat contraignant les entreprises à présenter pour tout achat un justificatif attestant la conformité de cet achat avec le plan d'approvisionnement autorisé de l'entreprise. Ces dispositions sont reconduites par une ordonnance d'octobre 1977 qui, en outre, interdit aux unités de production d'acquérir 28 produits faisant gravement défaut sur le marché[2].

L'assainissement des finances des entreprises est d'autant plus nécessaire que dans le même temps il leur est demandé de diminuer leurs coûts d'une manière générale et de les augmenter par une revalorisation des salaires (remarquons que l'impact de cette revalorisation peut être limité grâce au renvoi dans les campagnes des paysans employés illégalement par les entreprises). En 1966, la révolution culturelle imposa une suppression des primes (environ 10 à 20 % du salaire de base) ainsi qu'un gel des salaires et des promotions vers les catégories supérieures de rémunération. Vers 1973, le gouvernement Zhou Enlai (Chou En-lai) tenta une timide réforme en faveur des basses catégories et autorisa plus ou moins un retour au système des primes ; mais en 1975 ces efforts furent remis en question par la bande des Quatre. Il faut attendre la seconde réhabilitation de Deng Xiaoping (Teng Xsiao-ping) ainsi que la publication d'une circulaire gouvernementale et d'un avis du Bureau général du travail pour que soient prises des mesures qui favorisent un rétablissement du système antérieur à 1966[3].

Ces mesures ne touchent que 56 % des salariés (ouvriers et employés) soit environ 35 millions de personnes, les unes appartenant aux catégories salariales les plus basses et n'ayant bénéficié d'aucune promotion depuis la révolution culturelle sinon même avant, les autres appartenant aux catégories salariales intermédiaires et ayant apporté une contribution particulière (invention, etc.). Par ailleurs, le système des primes, les systèmes de rémunération au temps et aux pièces sont réhabilités : un commentateur chinois indique que le système de promotion étant très lent, le rétablissement des primes est un moyen de stimuler les travailleurs[4].

---

(1) *ZGYJ, op. cit.*

(2) « Ordonnance pour accentuer le contrôle sévère du pouvoir d'achat des groupes sociaux », *ZGYJ, op. cit.* ; les produits concernés sont des produits de grande consommation n'entrant pas directement dans la fabrication des produits de l'entreprise, tels les tissus de coton dont la fourniture est limitée par une décision de mai 1977 (*ZGYJ, op. cit.*).

(3) « Circulaire pour la rectification des salaires d'une partie des ouvriers et employés » dite « Guo Fa n° 89 de 1977 » ; « Avis pour résoudre certains problèmes concernant la rectification des salaires » dit « Lao Xin n° 137 de 1977 », *ZGYJ, op. cit.*

(4) Sur les débats autour de ce problème voir *JJYJ*, 1978, n° 1, pp. 40-47 et surtout le compte rendu des trois tables rondes qui se sont tenues à Pékin en 1977, *ibid.*, pp. 60-64.

Toutes ces mesures, visant à assainir la gestion des entreprises industrielles et commerciales et à rétablir un système de responsabilités bien définies, devraient permettre de limiter nombre d'abus courants dont nous donnerons trois exemples. Un magasin de Hangzhou (Hangchow) devait recevoir 66 récepteurs de télévision mais ne put en mettre en vente que deux car six avaient été détournés par un responsable municipal de l'approvisionnement, 46 par le secrétaire du comité du Parti du magasin et douze par le responsable du département radio du magasin[1]. Ailleurs ce sont mille appareils photo vendus illégalement par l'usine à ses cadres et employés qui pouvaient les revendre au marché noir[2]. Ces fraudes sont d'autant plus aisées que généralement elles impliquent la complicité de responsables de l'Administration et surtout de responsables du parti ; ainsi la découverte dans un district de l'Anhui (Anhwei) d'un système très fructueux de fraudes sur les salaires ouvriers révéla la participation d'un secrétaire et d'un vice-secrétaire du comité de parti du district, du directeur du Bureau du travail et d'un vice-président du groupe « statistiques » de la Commission du Plan du district[3]. Ce dernier exemple montre les limites d'une décentralisation qui profite avant tout aux détenteurs du pouvoir local et n'apporte, au travers de la politique d'industrialisation rurale, qu'une faible solution aux problèmes du dévelopement.

La politique de petite industrialisation rurale

Les Chinois ne donnent jamais de définition précise de la petite industrialisation rurale. Que ce soit un atelier de commune populaire ou une usine relativement importante sise au chef-lieu d'un district

TABLEAU III. — *Evolution du rôle des petites industries rurales*

	1976 (%)	1971 (%)
Petites et moyennes usines :		
— acier	11	—
— fer	27	—
— électricité hydraulique	33	—
Petites usines :		
— engrais chimiques	70	60
— ciment	60	40
— charbon	33	—

Sources: L'Actualité en Chine Populaire, octobre 1977, p. 27 (d'après des sources chinoises).

(1) R-Zhejiang, 31 mars 1978 (SWB FE/5781/B11/10).
(2) R-Guangdong, 30 mars 1978 (SWB FE/5777/B11/17).
(3) R-Anhui, 28 mai 1978 (SWB FE/5828/B11/12).

et appartenant à l'Etat, ce qui les classe parmi les petites industries rurales est d'une part leur décentralisation (indépendance à l'égard d'une unité administrative supérieure au district) et d'autre part leur marché local restreint. Souvent les Chinois semblent limiter le domaine de la petite industrie rurale aux secteurs suivants : engrais chimiques, ciment, mécanique agricole, électricité hydraulique et acier, et parlent des *wu xiao* (les « cinq petites » industries rurales) ; en fait, leurs activités sont de loin beaucoup plus étendues, les *wu xiao* constituant en quelque sorte le noyau indispensable.

La politique de petite industrie rurale a souvent été considérée comme une alternative et l'histoire de la politique industrielle en Chine permet de distinguer les étapes suivantes[1] :

1949-1957 : politique d'industrialisation à la soviétique.
1958-1960 : Grand Bond en Avant, politique d'encouragement systématique à la construction de petites usines rurales.
1962-1965 : politique sélective d'encouragement à la construction de petites usines en exigeant de leur part une rentabilité certaine.
1966-1971 : révolution culturelle, politique d'encouragement systématique à la constitution de réseaux de petites usines rurales.
1972-1976 : soutien à la petite industrie en même temps que mise en place progressive d'une politique d'industrialisation sur la base de grandes unités modernes devant à long terme relayer les petites usines.
1977-? : conserver les petites usines en bonne santé et s'orienter résolument vers la constitution de grands centres industriels.

Pourquoi ce revirement à partir de 1972 ? Notons que les Chinois ont le choix entre plusieurs modes de développement[2] :

	1	2	3	4
Origine des produits	importation	nationale	nationale	nationale
Origine de l'usine	—	importation	nationale	nationale
Taille de l'usine	—	grande	grande ou moyenne	petite
Distribution	—	nationale	nationale ou régionale	locale
Technologie	—	moderne	moderne, semi-moderne	semi-moderne

(1) Pour un exposé plus détaillé voir Carl Riskin, « China's Rural Industries : Self-reliant Systems or Independent Kingdoms ? », *China Quarterly*, 1978, n° 73, pp. 77-98. Cet article est certainement la réflexion la plus intéressante sur ce sujet.

(2) Présentation plus ou moins reprise de Jon Sigurdson, *Rural Industrialisation in China*, Harvard University Press, Cambridge Mass., 1977, p. 146.

Exemples des engrais azotés[1] :

	1	2	3	4
Capacité de production en ammoniac synthétique	—	300 000 t	15 000 t	3 000 t
Investissement par tonne d'azote	—	410 Y	800 Y	1 400 Y
Coût par tonne d'azote	—	?	550 Y	950 Y

Si nous ne tenons pas compte de la solution 1 car les importations ne peuvent constituer qu'un appoint (dans le cas des engrais chimiques, l'augmentation des cours mondiaux joue un rôle dissuasif), nous constatons que d'un point de vue économique général, l'ordre de rentabilité décroissante est solution 2, solution 3, solution 4. Quels furent donc les avantages de la solution 4 (petite industrialisation rurale) pour que les Chinois l'aient adoptée ?

Nous noterons les avantages suivants :

1° investissement initial faible pouvant être mis à la charge des districts, donc permettant d'alléger d'autant la charge du budget de l'Etat ;

2° effet d'entraînement économique ;

3° solution au chômage déguisé des campagnes ;

4° économie de devises ;

mais surtout :

5° suppression du problème de transport sur les longues distances, soit sur plus de 50 kilomètres[2].

Néanmoins, deux inconvénients majeurs font que cette solution ne peut être que transitoire[3] :

1. Les coûts de fabrication élevés, donc les prix de vente élevés, empêchent à long terme une diminution des coûts de la production agricole (les petites industries rurales ont toutes pour débouché final

(1) Jon Sigurdson, *op. cit.*, pp. 148-150 et 235. Dans le cas de l'usine importée nous n'avons pas utilisé le taux de change officiel du dollar US en yuan (1 $ = 1,95 Y) comme le fait Sigurdson, mais avons utilisé un taux de change (1 $ = 1,4 Y) pour tenir compte du pouvoir d'achat des deux monnaies comme le suggère Dwight Perkins, « Le Produit National Brut de la Chine : une estimation », *L'Actualité en Chine Populaire*, mars 1977, p. 22. Nous avons également tenu compte des frais d'installation que Sigurdson évalue à 80 % du prix d'achat. Par ailleurs nous donnons l'investissement et le coût par rapport à la tonne d'azote et non par rapport à la tonne d'ammoniac synthétique comme l'auteur (82 % d'azote dans l'ammoniac).

(2) *Ibid.*, pp. 62-63 où les coûts des différents moyens de transport sont évalués.

(3) Sur ce thème nous trouvons de nombreuses remarques intéressantes mais malheureusement pas développées in The American Rural Small-scale Industry Delegation, *Rural Small-scale Industry in the People's Republic of China*, University of California Press, Berkeley, 1977.

le secteur agricole : petite mine de charbon produisant pour une petite aciérie produisant pour des ateliers de machines agricoles). Remarquons ici une victoire posthume de Ricardo — si nous transposons du secteur agricole au secteur industriel sa théorie de la rente — le prix des engrais chimiques en Chine a tendance à se fixer d'après les coûts de production des entreprises les moins rentables afin d'éliminer une éventuelle concurrence entre deux usines de rentabilité différente, concurrence qui pousserait certains consommateurs paysans à aller acheter leurs engrais chimiques plus loin, d'où de nouveau un problème de transport. Dans le cadre d'une économie planifiée, il n'eût pas été impensable d'instaurer un système de péréquation entre les unités rentables (les plus grandes) et moins rentables (les plus petites) pour favoriser, par des prix moyens plus bas, les unités de production agricoles les moins riches, mais c'eût été aller à l'encontre de la politique de décentralisation héritée de la révolution culturelle. Les conséquences de ces coûts élevés sont :

— au niveau du secteur agricole : dualisme accru entre unités de production riches pouvant acheter les produits des petites industries et unités de production pauvres obligées de s'en abstenir ; frein aux capacités de développement, et donc d'accumulation, du secteur agricole et, par suite, aux possibilités de modernisation de l'agriculture et donc de croissance de la production ;

— au niveau national : outre le manque à produire de denrées alimentaires, il faut remarquer que les petites usines ne peuvent, du fait de leurs coûts importants, réaliser des bénéfices et donc participer à l'effort national d'investissement.

2. Les produits fabriqués par les petites usines sont souvent de qualité fort médiocre et ceci sans possibilité d'amélioration. Prenons l'exemple d'un atelier de machines agricoles, le marché de celui-ci étant très limité géographiquement, il se voit obligé d'abandonner rapidement la fabrication de tel type de produit avant même d'avoir acquis l'expérience nécessaire et se lance dans la fabrication d'un autre type de produit. Mais il y a beaucoup plus grave ; la mauvaise qualité de l'équipement, le mauvais approvisionnement en matières premières, le manque de compétence du personnel font que ces usines rurales ne produisent qu'en quantité très inférieure à leur capacité de production théorique.

Au cours d'une enquête sur la province du Guangdong (Kwangtung) nous avons pu établir les faits suivants : en 1973, la production des 49 petites usines d'engrais azotés de la province était de 310 000 tonnes d'engrais marchandise ; les onze petites usines d'engrais azotés de la région administrative de Foshan produisaient à elles seules 137 000 tonnes d'engrais marchandise[1] ; autrement dit, 44 % de la production d'engrais azotés des petites unités de la province étaient fabriqués par 22 % des

(1) R-Guangdong, 27 septembre 1974 (SWB FE/W799/A/23).

petites usines. Ce fait est intéressant car il montre que l'effort de développement a été axé sur une région agricole riche au détriment des autres régions, notons par ailleurs qu'en 1975, la capacité de production d'ammoniac synthétique de la région de Foshan a été portée à 100 000 tonnes[1]. Mais il y a encore plus instructif ; les 38 petites usines d'engrais azotés (celles de Foshan exclues) produisaient 173 000 tonnes d'engrais marchandises[2], soit 4 552 tonnes d'engrais marchandise par an et par usine, si nous convertissons en ammoniac synthétique, soit environ 950 tonnes d'ammoniac synthétique par an et par usine[3]. Or la capacité de production théorique des petites usines d'engrais azotés du Guangdong est en général comprise entre 3 000 tonnes et 5 000 tonnes d'ammoniac synthétique l'an[4]. Si nous considérons que ces 38 petites usines, construites après la révolution culturelle, sont du modèle le plus standard (3 000 tonnes d'ammoniac synthétique), nous devons conclure qu'elles ne tournent au mieux qu'au tiers de leur capacité de production.

L'usine de Guangzhou (Canton), la seule grande usine d'engrais azotés de la province en 1973, devait produire environ l'équivalent de 70 000 tonnes d'ammoniac synthétique[5], soit environ 58 000 tonnes d'azote ; tandis que les 49 petites usines ne produisaient que 52 000 tonnes d'azote[6]. L'usine de Guangzhou (Canton) a coûté 90 millions de yuan[7] tandis que les 49 petites usines ont dû revenir à 137 millions de yuan[8], soit 50 % plus cher pour une production voisine. Mais en fait ces chiffres ne sont pas tout à fait comparables car l'usine de Guangzhou (Canton) fut créée en 1958 et la somme de 90 millions de yuan correspond à l'investissement global au cours d'une période durant laquelle le coût des équipements a diminué, aussi si l'usine de Guangzhou (Canton) avait été construite en 1972-1973 le rapport aurait été encore plus défavorable aux petites usines.

Plus éclairant encore est la comparaison avec le coût d'une usine importée qui, d'une capacité de 300 000 tonnes d'ammoniac synthétique (246 000 tonnes d'azote), revient à 100 millions de yuan[9]. A supposer

(1) R-Guangdong, 26 juillet 1975 (SWB FE/W841/A/25).

(2) 310 000 − 137 000 = 173 000.

(3) L'engrais marchandise est souvent du bicarbonate d'ammoniac (17 % d'azote), l'ammoniac synthétique contient 82 % d'azote ; d'où 4 552 × 17 % : 82 % = 943 soit 950 tonnes d'ammoniac synthétique.

(4) *ACN*, 29 juillet 1974 (SWB FE/W791/A/17).

(5) Gilbert ETIENNE, *La voie chinoise*, PUF, 1974, p. 175.

(6) 70 000 tonnes d'ammoniac synthétique × 82 % = environ 58 000 tonnes d'azote ; 310 000 tonnes d'engrais marchandise × 17 % = environ 52 000 tonnes d'azote.

(7) G. ETIENNE, *op. cit.*, p. 176.

(8) Coût d'une usine de 3 000 tonnes d'ammoniac synthétique : 2,8 millions de yuan ; Cf. J. SIGURDSON, *op. cit.*, p. 235 ; 2,8 × 49 = 137 millions de yuan.

(9) Voir plus haut, investissement par tonne d'azote : 410 yuan ; d'où 246 000 × 410 = 100 860 000 yuan.

même que l'usine importée ne puisse pas employer toute sa capacité de production, il faudrait que sa production soit inférieure à 47 000 tonnes d'ammoniac synthétique (15 % de sa capacité de production) pour qu'elle soit moins rentable que les petites usines de notre exemple[1]. Rien d'étonnant alors que la Chine ait acheté à l'étranger, depuis 1972, 13 complexes pour la fabrication d'engrais chimiques.

Cette volonté, qui manifeste à partir de 1972 son opposition à une politique d'industrialisation recommandant une autarcie des districts grâce à la construction de réseaux de petites usines et de systèmes industriels « indépendants et complets », est marqué par la parution d'un article du *Quotidien du Peuple*[2] critiquant de manière directe les thèses « maoïstes » en faveur d'un développement industriel décentralisé et libéré des contraintes d'une planification centrale :

« Les escrocs du type Liu Shaoqi (Liu Shao-ch'i)[3]... s'opposent au centralisme et à l'unification, créent des 'royaumes indépendants', projettent de manipuler certains secteurs importants de la production, proclament qu'il faut transformer ces secteurs en 'systèmes indépendants et complets' afin de les rendre 'autarciques'... ».

« Dans la société actuelle, tous les secteurs sont inter-dépendants (... aussi) il est vain de penser qu'un secteur — quelle que soit son importance — puisse rejeter le Plan d'Etat unifié, s'isoler et pratiquer 'l'autarcie', créer des 'systèmes indépendants et complets'... ».

C'est également en des termes dénués d'équivoques que Yu Qiuli (Yu Ch'iu-li) s'en prend à cette politique industrielle, dans son discours du 26 janvier 1978 lors de la conférence nationale sur la mécanisation de l'agriculture, et condamne avec vigueur les usines dites « grandes et complètes » (*da er quan*), « petites et complètes » (*xiao er quan*) ainsi que les petites industries rurales (*wu xiao*). En conséquence, il propose une nouvelle division du travail (*zhuan ye hua xie zuo,* mot-à-mot : coopération spécialisée) par laquelle des usines se consacreront à la fabrication de pièces normalisées, tandis que d'autres assembleront[4]. Si Yu Qiuli (Yu Ch'iu-li) n'avait pas été assez clair, un article du *Quoti-*

(1) Production des 49 petites usines : 310 000 tonnes d'engrais marchandise soit 310 000 × 17 % : 82 % tonnes d'ammoniac synthétique, coût des 49 usines : 137 millions de yuan, coût de l'usine importée : 100 millions de yuan, d'où (310 000 × 17 % : 82 %) × 100/137 = 46,911 tonnes d'ammoniac synthétique.

(2) *RMRB*, 8 juin 1972, p. 2.

(3) Cette expression servait à désigner Lin Biao (Lin Piao) lors des premières attaques contre lui ; puis, à travers lui, les tenants de la révolution culturelle et donc Mao lui-même.

(4) *RMRB*, 29 janvier 1978, p. 1 ; « petites » et « grandes » font référence à la taille, « complètes » signifie que ces usines fabriquent tous les éléments du produit fini, les assemblent, les réparent ; parfois ses usines poussent l'auto-suffisance jusqu'à produire elles-mêmes leurs matières premières (Cf. *RMRB*, 13 mars 1965, p. 5). Yu Qiuli indique que ce qui caractérise de telles usines est que « les quantités produites sont faibles, la qualité médiocre et les prix de revient élevés ».

dien du Peuple[1] précise qu'il est irrationnel que les petites usines ne fassent pas de bénéfices, ce qui est une menace de fermeture pour absence de profit. Les dirigeants d'entreprises sont aussi personnellement mis en garde : nous pouvons comprendre que vous ayez fait des pertes du fait de la bande des Quatre ; si l'année qui suit leur chute vous faites toujours des pertes, vous serez pardonnés ; l'année suivante, vous serez blamés ; la troisième année, vous serez révoqués sans pouvoir accuser les cadres, techniciens et ouvriers de votre entreprise[2].

Le Ministre des industries mécaniques N° 1 a déjà commencé, dans son secteur, une réorganisation qui prendra fin dans trois à cinq ans ; mais d'ores et déjà le nécessaire a été fait à Pékin où « les problèmes de direction nés de la décentralisation » ont été éliminés en plaçant sous la tutelle d'un organisme spécial 144 usines antérieurement dirigées par divers districts et en organisant ces usines en neuf corporations et onze groupes[3].

L'orientation actuelle de la politique industrielle est claire, d'une part réorganiser le système industriel en employant l'infrastructure existante mais en essayant de lui donner une structure administrative plus efficace et une base technologique plus moderne et plus rentable (*cf.* les *san hua* évoqués plus haut) ; d'autre part, dans une perspective à plus long terme, constituer de nouveaux grands centres industriels afin d'en porter le nombre à quatorze, et pour ce faire la Chine fera, en partie, appel à ses partenaires étrangers[4].

LA POLITIQUE COMMERCIALE

Les données du commerce extérieur sont généralement de bons indicateurs de la situation économique interne de la Chine. Ainsi, les variations conjoncturelles des importations de blé confirment les résultats estimés de la production de céréales : 3,5 millions de tonnes achetées en 1976, 7 millions de tonnes en 1977, les contrats passés pour la période janvier 1977-août 1978 prévoyant la livraison de 11,8 millions de tonnes montrent les difficultés actuelles[5]. De même l'importance croissante des exportations de pétrole brut — 7,48 millions de tonnes en 1977, soit une augmentation de 6,8 % sur 1976[6] — confirme à la fois les progrès

(1) *RMRB*, 23 février 1978, p. 1.

(2) *Ibid.*

(3) *ACN*, 15 juin 1978 (SWB FE/5847/B11/12).

(4) Rapport de Hua Guofeng (Hua Kuo-feng) sur les activités du gouvernement, in *RMRB*, 7 mars 1978, p. 1.

(5) *Business Times* (Kuala Lumpur), 23 juillet 1977, p. 5 ; 17 août 1977, p. 2 ; J.E.T.R.O. (Japan External Trade Organisation) cité par R-Tokyo (Kyodo), 15 mars 1978 (FBIS, 16 mars 1978, E 10).

(6) J.E.T.R.O., *op. cit.*

de cette branche industrielle et le désir des Chinois d'utiliser cet atout pour promouvoir leurs relations commerciales avec l'étranger.

Les données du commerce extérieur

Le commerce extérieur est le seul domaine pour lequel nous possédions des statistiques non seulement nombreuses mais encore fiables. Le Tableau IV récapitule un certain nombre de données récentes illustrant les tendances actuelles du commerce extérieur chinois. En premier lieu, nous constatons une progression considérable du volume global des échanges (+123 % de 1972 à 1976), ainsi qu'un relatif équilibre de la balance commerciale. En second lieu, nous notons que les 4/5 des échanges se font avec les pays non socialistes, situation inverse de celle antérieure à la rupture sino-soviétique.

La répartition par pays des échanges (résumée dans le Tableau IV aux partenaires les plus importants par le volume global de leurs échanges) montre une dichotomie très nette entre les pays qui importent de la Chine et ceux qui exportent vers la Chine ; d'une manière quelque peu simplificatrice, nous dirons que les pays développés vendent beaucoup à la Chine et ne lui achètent que relativement peu, tandis que les pays en voie de développement se trouvent dans la situation contraire. Ce fait seul illustre bien le rôle du commerce extérieur pour la Chine : il ne s'agit pas de participer à une division internationale du travail, mais d'une part d'acheter des technologies avancées aux pays occidentaux et au Japon, d'autre part de financer ces achats par la vente — autant que possible de produits finis n'exigeant qu'un investissement en technologie faible — aux pays plus pauvres qu'elle. En 1976, nous relevons la situation suivante[1] :

Part de l'	dans les importations chinoises	dans les exportations chinoises
Asie (sauf Hong-Kong)	9 %	25 %
Europe occidentale	30 %	13 %

Le Japon mérite une mention particulière, non seulement il est, en 1976, le premier partenaire commercial de la Chine (23 % du volume global des échanges de la Chine), mais encore le montant de ces achats à la Chine sont du même ordre d'importance que ses ventes. Ici apparaît une orientation que la Chine voudrait voir prendre à ses échanges avec tous les pays occidentaux : le troc. Les Japonais ont si bien compris cet aspect[2] qu'ils viennent de signer un accord à long terme (1978-

(1) C.F.C.E., *Dossier R.P. de Chine*, Paris, 1978.
(2) L'expression « troc » peut être prise ici à la lettre, une entreprise de camions japonais ayant échangé des camions contre des tapis.

Tableau IV. — *Le commerce extérieur de la Chine*

	Importations					Exportations				
	1972	1973	1974	1975	1976	1972	1973	1974	1975	1976
Total général ... (m $ US)	2 835	4 975	7 380	7 385	6 200	3 085	4 895	6 570	6 930	7 000
Pays non socialistes (part en %)	81,1	85.8	86.4	86.7	80,6	76,0	79,7	78,2	80,3	80,0
dont: Canada	10,4	7,2	7,0	5,9	3,5	1,6	1,1	0,9	0,8	1,3
France......	2,4	2,1	2,2	5,9	6,5	2,9	2,6	2,9	2,2	2,4
G.B.	3,2	4,8	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1	2,1	1,6	1,9
Hong-Kong .	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	17,3	16,9	13,3	14,7	15,6
Japon	22,6	22,0	28,3	32,1	28,3	15,2	19,0	18,9	21,1	18,6
RFA	6,7	7,2	6,6	8,1	11,5	3,0	2,7	2,6	2,8	3,4
USA	2,8	16,3	12,9	4,5	2,4	1,0	1,3	1,8	2,3	2,9
Pays socialistes (part en %)	18,9	14,2	13,7	13,4	19,4	24,0	20,3	21,8	19,8	29,0
dont: U.R.S.S. ...	4,2	2,7	2,0	1,8	3,2	4,4	2,8	2,1	2,2	2,9
Catégories de produits (*) (part en %)										
- proc. agric. et alim.	16,0	20,1	19,9	12,6	non disponible	30,1	32,0	30,7	29,7	non disponible
- boissons et tabacs.	0,0	0,0	0,0	0,0		0,8	0,6	0,5	0,6	
- matières premières	16,9	16,0	17,8	12,2		10,7	11,4	11,3	11,9	
- énergie et lubrifiants	1,4	1,0	1,0	1,4		8,1	5,7	9,7	15,0	
- huiles et graisses ..	1,1	0,8	0,6	0,4		0,6	0,6	0,6	0,5	
- produits chimiques	12,7	8,9	8,1	11,0		5,2	5,0	6,1	4,3	
- art. manuf. par matière	27,7	26,1	27,2	31,0		18,0	19,5	26,8	23,7	
- mach. et mat. de transport	18,3	17,2	21,7	29,2		5,0	4,1	3,9	4,8	
- art. manuf. divers	5,3	5,0	2,9	1,5		20,4	20,5	9,7	8,5	
- autres transactions	0,5	0,8	0,7	0,7		1,0	0,5	0,7	0,9	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0		100,0	100,0	100,0	100,0	

(*) Sections C.T.C.I.

Sources: Centre Français du Commerce Extérieur, *Dossier R.P. de Chine*. Paris, 1978

1985) avec la Chine aux termes duquel les Japonais s'engagent à acheter 15 millions de tonnes de pétrole brut dès 1982 et une certaine quantité non encore déterminée de charbon ; en outre ils acceptent d'octroyer des facilités de paiement telles que la Chine puisse bloquer sur les premières années de l'accord ses achats d'usines et d'équipements[1].

La répartition des échanges par produit montre que près de 62 % des importations de la Chine sont constituées de biens d'équipement en 1975 ; un autre poste important est celui des denrées alimentaires dont la part varie de plus de 12 % à 20 % en fonction des achats

(1) J.E.T.R.O., *China Newsletter*, n° 16, janvier 1978, pp. 1-18.

de blé destinés à compenser les faiblesses de la production chinoise de céréales. Du côté des exportations nous constatons une répartition intéressante : la Chine, malgré ses grandes richesses naturelles, refuse le rôle de fournisseur de matières premières brutes, les deux postes « matières premières » et « énergie » (ce poste regroupe essentiellement les ventes de pétrole et l'alimentation en électricité de Hong-Kong) ne constituent que 26,9 % du total, alors que les ventes de produits manufacturés et de produits alimentaires (pour l'essentiel transformés) représentent respectivement 37 % et 28,7 % des exportations de 1975.

Ces répartitions sont aussi révélatrices des préoccupations politiques des dirigeants chinois.

La politique de commerce extérieur

Deux principes régissent la politique commerciale de la Chine, à savoir : « compter sur ses propres forces » (*zi li geng sheng*) et « que l'étranger serve le national » (*yang wei zhong yong*).

Dès 1945, Mao Zedong (Mao Tse-tung) affirmait que « nous espérons recevoir une aide extérieure, mais ne devons pas en dépendre, nous comptons sur nos propres forces »[1]. Cette conception des relations internationales définit de façon implicite un type de politique économique et le rôle des échanges commerciaux. La Chine ne conçoit pas le commerce extérieur comme étant le fruit d'une division internationale du travail, mais plutôt comme une arme aux mains des pays impérialistes, au rang desquels elle place désormais l'U.R.S.S. Le commerce extérieur n'est envisagé que comme un palliatif, les importations ne sont que le moyen de se procurer les produits que la Chine ne peut, ou ne sait, encore fabriquer, ou bien qu'elle ne peut produire qu'en quantité trop restreinte. Les exportations ne visent qu'à acquérir le montant nécessaire de devises pour régler des importations strictement définies et planifiées. Le volume des importations est, en gros, limité au montant des exportations. Du fait de cette conception des échanges commerciaux, la Chine ne cherche pas à tout prix à élargir ses moyens de paiements, et par voie de conséquence se contente d'échanges réduits en volume et limités en étendue[2].

Cependant, ces dernières années la Chine, pour combler son retard technologique et stimuler sa croissance économique, a accepté non seulement d'importer des quantités élevées (tout est relatif) de matériel, d'équipements et d'usines clefs en mains, mais encore de régler ses achats par le moyen de paiements différés. Ceci révèle que les importations sont devenues un facteur important de la politique économique

---

(1) *Apprendre le travail économique*, 10 janvier 1945.

(2) Pour une présentation plus doctrinale, voir *Zheng zhi jing ji xue ji chu zhi shi* (Eléments de base d'économie politique), *Shang hai ren min chu ban she*, Shanghai, 1974, Vol. II, pp. 227-233.

de la Chine. Néanmoins, il serait prématuré de conclure à une remise en question du principe de base — « compter sur ses propres forces » —, la crise des pays occidentaux, restreignant la capacité d'exportation de la Chine, est là pour lui rappeler le danger qu'il y a à trop compter sur l'étranger ; aussi la tendance observée ces dernières années doit être interprétée, dans l'état actuel des choses, plus comme un assouplissement que comme un virage.

Complémentaire du précédent est le principe « que l'étranger serve le national », principe qui définit non plus la politique commerciale mais le mode d'utilisation des importations pour en tirer le profit maximum pour la Chine. Le défunt premier ministre Zhou Enlai (Chou En-lai) explicitait le contenu de ce principe de la manière suivante :

— premièrement UTILISER les techniques et les équipements de l'étranger ;

— deuxièmement CRITIQUER ces techniques et équipements, c'est-à-dire en acquérir la maîtrise théorique et pratique ;

— troisièmement MODIFIER ces techniques et équipements en fonction des données chinoises et par l'apport de techniques nouvelles ;

— quatrièmement CONSTRUIRE un nouveau matériel et le répandre à travers tout le pays.

C'est le slogan *yi yong, er pi, san gai, si chuang* qu'un article du *Quotidien du Peuple* illustre de la façon suivante[1] :

« Le développement de l'industrie des fibres synthétiques est un exemple parfait. Dans les années 50, la Chine importa les technologies de la production de la rayonne et du chinlon[2] ; c'est ainsi qu'elle put fortement développer son industrie des fibres synthétiques. Ces dernières années, à la suite de la croissance formidable de son industrie pétrolière, elle importa des équipements pour produire des fibres synthétiques sur la base du pétrole et du gaz naturel ; ceci permit d'accélérer le développement de l'industrie des fibres synthétiques ».

« (...) Après avoir importé des équipements, la Chine appliqua le principe 'premièrement utiliser, deuxièmement critiquer, troisièmement modifier, quatrièmement construire' ; le matériel occidental fut amélioré, plusieurs techniques nouvelles furent employées, les processus de fabrication furent raccourcis, la productivité des usines augmenta. En ce qui concerne le vinylon, la Chine fit dans les années 70 le bilan de ses expériences en matière d'innovations techniques, élabora et fabriqua ses propres équipements, construisit une série d'usines nouvelles. Le nombre de machines nécessaires à ces nouvelles usines est inférieur de 20 % environ à celui du matériel importé ; la quantité d'acier inoxydable et la valeur de l'investissement sont réduits d'environ de moitié ».

(1) *RMRB*, 16 novembre 1976, p. 3.

(2) Nylon chinois.

Et l'auteur de conclure au bien-fondé des principes réglant le commerce extérieur de la Chine :

« Ceci montre qu'en adoptant les deux principes "compter sur ses propres forces" et "que l'étranger serve le national", la Chine peut non seulement faire croître rapidement sa production, mais encore réaliser des innovations en technologie et par suite rattraper et dépasser le niveau mondial d'avant-garde ».

Du 14 au 28 juillet 1977 s'est tenue à Pékin une conférence nationale sur le commerce extérieur destinée à réfuter les théories de la bande des Quatre en ce domaine et, donc, à confirmer une politique mise en œuvre depuis plusieurs années[1]. Lorsqu'en 1972-1973, Zhou Enlai (Chou En-lai) lança son programme d'importations de matériel et d'usines clefs en main, il ne le fit pas d'abord dans un souci d'ouverture vers l'étranger, mais contraint et forcé par les médiocres résultats de la politique économique définie en 1966. Cette année-là, l'aile radicale du parti réussit à imposer à la Chine un mode de développement fondé sur les petites industries rurales et sur la décentralisation. Comme nous l'avons déjà vu, le faible succès de cette politique amena l'équipe des dirigeants « pragmatiques » conduite par Zhou Enlai (Chou En-lai) à jeter les bases d'une politique plus centralisatrice s'appuyant sur de grosses unités de production implantées dans des régions clef[2].

Aussi, de ce point de vue, ce que la bande des Quatre critiquait, n'était pas l'existence de relations commerciales (comme tentent de le faire croire certaines déclarations actuelles), mais était la politique commerciale en tant qu'elle manifestait l'abandon d'une politique de développement jugée, par la bande des Quatre, plus conforme à un idéal socialiste. De plus, cette politique commerciale présentait aux yeux de la bande des Quatre un autre défaut : elle « ne s'intéressait pas aux pays du tiers-monde » et « n'était tournée que vers les pays du second-monde » (pays développés sauf U.S.A. et U.R.S.S.)[3], elle n'était qu'une « philosophie pour esclaves de l'Occident » (*yang nu zhe xue*) qui, attirés par les charmes du capitalisme, se désintéressaient des problèmes des pays prolétaires dans leur lutte contre l'impérialisme. Mais comme le ministre du commerce extérieur, Li Qiang (Li Ch'iang) le fait remarquer, les pays du tiers-monde sont rarement vendeurs des technologies avancées nécessaires au développement de la Chine[4].

(1) *RMRB*, 29 juillet 1977, p. 1 ; en fait la réfutation des positions prises par la bande des Quatre dans le domaine du commerce extérieur commence dès fin 1976 ; cf. *RMRB*, 16 novembre 1976, p. 3.

(2) *RMRB*, 6 octobre 1977, p. 2.

(3) Cf. l'article de Li Qiang (Li Ch'iang), ministre du commerce extérieur, in *Hong Qi* (Drapeau Rouge), 77/10, pp. 31-38.

(4) *Ibid.*

Constatant le faible niveau technique de la Chine, Deng Xiaoping (Teng Hsiao-ping) déclare[1] :

« Un agriculteur chinois ne produit, en moyenne, qu'une tonne environ de céréales par an, alors qu'aux Etats-Unis le rendement dépasse 50 tonnes, soit plusieurs dizaines de fois plus. La productivité du travail dans notre industrie sidérurgique est plusieurs dizaines de fois inférieure au niveau avancé de l'étranger. L'écart est encore plus grand dans les industries nouvelles. Dans ces secteurs, un retard de huit à dix ans, et même de trois à cinq ans, serait énorme — pour ne pas dire de dix à vingt ans ».

Et le ministre du Plan, Yu Qiuli (Yu Ch'iu-li) de tirer en conclusion les tâches s'imposant au commerce extérieur[2] :

« Dans la modernisation et la construction socialiste d'un pays puissant, le commerce extérieur a la charge d'une mission primordiale. Les services du commerce extérieur ainsi que les camarades des services intéressés doivent entreprendre des enquêtes et des analyses, comprendre à temps la situation du marché international, comprendre les besoins de notre production intérieure ; ils doivent attirer mieux et plus efficacement les techniques et les équipements avancés ; ils doivent bien mener leur travail d'importation des matières premières faisant défaut, des biens nécessaires à l'agriculture et à l'industrie légère. Mais pour importer, il faut exporter. Il faut donc créer des sources d'exportations. (...) Les produits à exporter doivent voir leur qualité améliorée, leur variété accrue, leur emballage perfectionné afin de mieux satisfaire aux besoins des marchés étrangers ».

La nouveauté de ses deux déclarations ne réside pas dans leur contenu, qui reprend en fait les constatations et conclusions de 1972, mais se trouve dans la clarté de l'aveu et de l'énoncé ; la chute de la bande des Quatre certes, mais surtout l'urgence de la situation dictent aux dirigeants chinois cette formulation directe. Urgence de la situation, en effet ; dans une conjoncture agro-alimentaire défavorable, tout retard en ce domaine, pris par rapport au programme de développement exposé par Hua Guofeng (Hua Kuo-feng), risque de remettre en cause ces ambitieux objectifs ; et si ce retard relève d'une incapacité structurelle de l'industrie chinoise à avoir aidé le secteur agricole à limiter les effets des calamités naturelles, il devient catastrophique. Dans ces conditions, nous comprenons le cri de Hua Guofeng (Hua Kuo-feng) : « Le commerce extérieur doit connaître une grande expansion »[3]. Reste à savoir comment la Chine financera cette « grande expansion ».

(1) Discours de Deng Xiaoping (Teng Hsiao-ping) devant la conférence nationale des sciences et techniques le 18 mars 1978 in *RMRB*, 22 mars 1978, p. 1.

(2) Discours de Yu Qiuli (Yu Ch'iu-li) devant la conférence nationale sur le commerce extérieur le 28 juillet 1977 in *RMRB*, 29 juillet 1977, p. 1.

(3) « Rapport sur le travail du gouvernement », *RMRB*, 7 mars 1978, p. 1.

Les dispositions que nous venons de décrire au long de cet exposé font dire à certains qu'une ligne Deng Xiaoping (Teng Hsiao-ping) l'emporte sur une ligne Hua Guofeng (Hua Kuo-feng), qu'une ligne « libérale » prend le pas sur une ligne « radicale ». Certes la rupture entre Deng Xiaoping (Teng Hsiao-ping) et Hua Guofeng (Hua Kuo-feng) est évidente, il suffit, pour s'en convaincre, de comparer la présentation de la politique économique rurale faite par les dirigeants de la province de Hunan — fief de Hua — avec celle faite par le premier secrétaire de la province de l'Anhui (Anhwei), Wan Li, homme lige de Deng[1]. Quant au soi-disant « libéralisme » de Deng, il n'est manifeste que dans la mesure où « libéralisme » n'a jamais eu pour corollaire « liberté ». Nous dirons que l'exposé des mesures prônées par Deng serait l'équivalent du rapport Khrouchtchev de 1956 si celui-ci avait été écrit par Staline...[2].

D'ailleurs les Chinois ne s'y trompent pas. Un rapport[3] indique que les ouvriers et employés de l'industrie et des communications souhaitent une définition précise des 17 années précédant la révolution culturelle, veulent que leur soit dit clairement si les bons résultats obtenus alors, l'étaient par la grâce de Mao Zedong (Mao Tse-tung) ou par celle de Liu Shaoqi (Liu Shao-chi), car du fait du manque de clarté de certaines déclarations officielles concernant ces 17 années, ils n'osent agir de peur que l'on dise en les voyant : « Liu est de retour ». La réponse à cette interrogation pleine d'anxiété développe une casuistique montrant à l'envi que, si Liu n'est pas de retour, la politique attachée à son nom l'est :

« Les expériences, à la fois positives et négatives, menées durant les onze ans de la grande révolution culturelle prouvent que la ligne révolutionnaire du président Mao a tenu une place primordiale durant les 17 ans (précédents) sur le front de l'industrie et des communications. Durant les onze ans (de la révolution culturelle), tous les services et entreprises qui agirent en suivant la ligne, les principes et les politiques énoncés pendant les 17 ans par le président Mao pour le front de l'industrie et des communications, qui critiquèrent la ligne révisionniste de Liu Shaoqi (Liu Shao-chi) et rejetèrent l'influence de Lin Biao (Lin Piao) et de la bande des Quatre, continuèrent à contribuer à la révolution et à la production. Ceux qui discréditèrent complètement ces 17 années et agirent en contravention avec elles ont invariablement subi de graves revers ».

(juin 1978)

---

(1) Cf. par exemple, R-Hunan, 14 mai 1978 (SWB FE/5825/BII/15 ; Wan Li, *op. cit.* ; voir aussi *GMRB*, 15 mai 1978, p. 4, où est affirmé que, quel que soit le système de rémunération utilisé, la participation aux réunions politiques, le nombre des interventions au cours de ces réunions ainsi que la rédaction d'articles de critique plus ou moins nombreux ne doivent pas entrer en ligne de compte pour rétribuer le travail des paysans ; mais que seules la qualité et l'intensité de ce travail doivent être prises en considération.

(2) Dé-stalinisation / dé-maoïsation ; influence du Parti à limiter / influence du Parti à accroître...

(3) *ACN*, 2 mai 1978 (SWB FE/5806/BII/9).

APPENDICE

— La situation agricole

Nous citerons cette phrase de Hu Qiaomu (Hu Ch'iao-mu), président de l'Académie chinoise des sciences sociales : « La consommation moyenne de céréales par tête en 1977 ne se compare favorablement qu'avec celle de 1955. Ce fait montre que la croissance de la production de céréales a été juste suffisante pour compenser l'accroissement de la consommation consécutive à l'augmentation de la population et à celle des besoins industriels » (*RMRB*, 6 octobre 1978).

— La politique de mécanisation rurale

Le vice premier ministre Li Xiannian (Li Hsien-nien) dans un discours du 22 juillet 1978 (*RMRB*, 16 août 1978) précise que chaque province devra sélectionner un district dans lequel elle concentrera tous ses efforts en vue de le mécaniser. Faisons un bref calcul : il y a environ 2 000 districts en Chine répartis dans environ 20 provinces ; autrement dit Li Xiannian (Li Hsien-nien) propose de mécaniser une centaine de districts par une politique comparable à celle prônée par Liu Shaoqi (Liu Shao-ch'i) en 1965. Cette nouvelle prise de position constitue un revirement par rapport au slogan lancé fin 1976 demandant de « réaliser pour l'essentiel en 1980 la mécanisation de l'agriculture ».

— La politique industrielle

Un éditorial du *Quotidien du Peuple* en date du 4 juillet 1978 annonçait la promulgation d'une Décision en 30 Points prise par le Comité central sur la politique industrielle en avril 1978. Le but de cet article, outre l'annonce des 30 Points, était de réhabiliter une série de documents sur la politique industrielle :

1° les 70 Points (16 septembre 1961) qui furent condamnés comme étant l'œuvre du Liu Shaoqi (Liu Shao-ch'i) et dont on nous dit maintenant qu'ils avaient l'approbation de Mao et que leurs défauts mineurs servirent à Lin Biao (Lin Piao) et à la bande des Quatre pour les rejeter ;

2° les 10 Points de 1972 (élaborés par Zhou Enlai (Chou En-lai) et son équipe selon toute vraisemblance) qui s'inspirait des 70 Points et dont c'est là la première mention officielle ;

3° les 30 Points, élaborés par Deng Xiaoping (Teng Hsiao-p'ing) en 1975 et qui furent critiqués comme tels en 1976.

Les 30 Points, dont nous ne connaissons pas encore le contenu exact, font revivre le système des « cinq normes » et des « cinq garanties » des 70 Points. Les « cinq normes », assurées par l'Etat, concernent : *a*) les plans et l'échelle de la production, *b*) la main-d'œuvre et son organisation, *c*) l'approvisionnement et la consommation de matières premières, *d*) les disponibilités financières, *e*) les relations inter-entreprises. Les « cinq garanties », fournies par les entreprises, concernent : *a*) la qualité, la quantité et la variété des produits, *b*) l'utilisation de la masse salariale, *c*) les coûts de production, *d*) le plan financier, *e*) l'entretien du capital industriel.

Les 30 Points définissent aussi huit normes pour l'évaluation de la gestion d'une entreprise. Ces normes concernent : *a*) la production, *b*) la variété des produits, *c*) la qualité, *d*) la consommation de matières premières, *e*) la productivité du travail, *f*) les coûts de production, *g*) les profits, *h*) l'utilisation des fonds.

Le but des 30 Points est donc de rétablir un système sain de gestion économique visant à régler tant la direction d'une entreprise que les relations de cette entreprise avec l'Etat ou avec d'autres entreprises. En outre, ils visent à restaurer la responsabilité de la direction technique au détriment du pouvoir des instances politiques au sein des entreprises (*RMRB*, 6 octobre 1978).

(octobre 1978)

ANNEXES

Nous présentons ici des extraits du Rapport sur les activités du gouvernement prononcé par Hua Guofeng (Hua Kuo-feng), du discours de Fang Yi (président de la Commission des Sciences et Techniques) lors de la conférence nationale sur les sciences et techniques ainsi que du discours de Deng Xiaoping (Teng Hsiao-ping) lors de la même conférence. Il nous a paru intéressant de citer certaines parties de ces deux derniers discours dans la mesure où le problème des sciences et des techniques a été, au cours de cette conférence, toujours lié étroitement avec celui du développement économique, en ce sens la politique scientifique est un aspect de la politique économique chinoise.

EXTRAITS DU RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU GOUVERNEMENT présenté le 26 février 1978 à la Ve Assemblée nationale populaire par HUA GUOFENG

Bilan économique :

« ...notre pays a subi, au cours de la période allant de 1974 à 1976, une perte d'environ 100 milliards de yuan pour la valeur globale de la production industrielle, de 28 millions de tonnes d'acier, et de 40 millions de yuan sur le plan des ressources budgétaires ».

Programme économique général :

« Conformément aux directives du président Mao, le premier ministre Zhou Enlai a formulé... un plan grandiose de développement... (qui) exige la réalisation intégrale des quatre modernisations avant la fin du siècle ».

« Pour accomplir ces tâches grandioses, les dix années allant de 1976 à 1985 seront décisives. Dans l'été 1975, le Conseil des affaires de l'Etat (c.-à-d. le gouvernement) avait convoqué une réunion afin de procéder à un échange de vues pour ébaucher un plan à long terme... (Le Bureau politique du Comité central avait approuvé le projet, mais) la bande des Quatre a... qualifié le programme en question de « document révisionniste ».

« Selon le plan de dix ans, il faudra, au cours de la période envisagée, jeter une solide base pour l'agriculture, porter à 85 % au moins le taux de mécanisation des principales activités agricoles... (Il faudra) édifier une industrie lourde développée, assurer la croissance des branches existantes — métallurgie, combustibles, énergie, construction mécanique et autres — sur une base technique nouvelle, porter la production du fer et de l'acier, du charbon brut, du pétrole brut et de l'électricité aux premiers rangs dans le monde, et édifier de nouvelles branches telles que la pétrochimie et l'électronique... ».

« Le plan décennal prévoit qu'en 1985 la production céréalière atteindra 400 millions de tonnes ; celle de l'acier 60 millions de tonnes. De 1978 à 1985, la valeur globale de notre production agricole augmentera chaque année de 4 à 5 % ; celle de la production industrielle de plus de 10 %. ... Les recettes budgétaires et la part des investissements affectés par le Budget de l'Etat à la construction de base (nouvelles usines...) pour ces huit années représenteront respectivement l'équivalent du total enregistré sur ces deux chapitres durant les vingt-huit années écoulées ».

Mesures concernant l'agriculture :

« ...les douze bases à vastes superficies produisant du grain marchand et les fermes d'Etat devront, en huit ans, tripler ou quadrupler le volume de leurs livraisons... » ;

« ...(il faudra) mener des travaux de défrichement planifié afin d'accroître sensiblement la surface cultivée d'année en année » ;

« ...(il faudra créer) un certain nombre de bases productrices de coton, d'oléagineux, de plantes sucrières et autres cultures industrielles qui seront appelées à être les principaux fournisseurs de l'Etat pour ces produits ».

Mesures concernant l'industrie :

« Nous devons axer le développement industriel sur la production de l'acier ».

« Dans le développement des industries de base, il faut judicieusement mener de pair, d'une part, la mise en valeur du potentiel, la rénovation et la refonte des entreprises existantes et, d'autre part, la construction d'un certain nombre de nouvelles entreprises. Dans les huit années à venir, surtout dans les trois premières, on devra tabler sur la base actuelle pour accroître la production. Il faudra donc pleinement utiliser les équipements existants, veiller effectivement à suppléer ce qui manque pour compléter les installations, procéder systématiquement à la refonte technique et assurer une large coopération entre les entreprises spécialisées dans la fabrication de diverses pièces d'un même produit. ... L'Etat se propose de réaliser en même temps 120 grands projets nouveaux ou déjà en cours, dont 10 centres sidérurgiques, 9 centres de métaux non ferreux, 8 centres houillers, 10 importantes exploitations de pétrole et gaz, 30 centrales électriques, 6 nouveaux axes ferroviaires et 5 grands ports ».

« On doit élargir les sources de matières premières..., accroître considérablement ... la proportion occupée par les fibres synthétiques, les matières plastiques et autres matières premières provenant de l'industrie pétrochimique ».

Commerce extérieur :

« Le commerce extérieur est appelé à connaître une grande expansion. Dans les exportations, nous devons prendre en ligne de compte à la fois les articles à large débouché et les articles de moindre diffusion. Tout en exportant davantage de produits agricoles et subsidiaires, il faut accroître la proportion des produits industriels et miniers. »

EXTRAITS DU DISCOURS DE FANG YI PRÉSENTANT LE PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ; *discours prononcé le 18 mars lors de la conférence nationale sur les sciences et techniques.*

(Le programme national de développement des sciences et des techniques tel que le présente Fang Yi est avant tout un plan de gestion des sciences et des techniques afin de les mettre au service du développement économique de la Chine ; aussi ce discours constitue-t-il un complément au rapport sur les activités du gouvernement présenté par Hua Kuo-feng lors de l'Assemblée nationale populaire, dans la mesure où Fang Yi révèle avec plus de précision un certain nombre d'objectifs économiques. En ce sens, ce discours fournit nombre d'indications aux exportateurs français potentiels.)

« Depuis juin dernier (1977), les départements du Conseil des affaires de l'Etat (c.-à-d. le gouvernement), les diverses régions et unités du pays ont dressé, après de nombreuses discussions et révisions, un projet de Programme national de développement scientifique et technique (1978-1985).

« En voici les objectifs à atteindre en huit ans :

1) approcher ou atteindre le niveau mondial des années 1970 dans une partie des secteurs importants de la science et de la technique ;

2) porter à 800 000 le nombre des chercheurs professionnels ;

3) créer un certain nombre de bases modernes d'expérimentation scientifique ;

4) instaurer un système national de recherche scientifique et technique ».

« ... L'accomplissement de ce plan permettra à une partie des secteurs importants de nos sciences et techniques d'approcher ou d'atteindre le niveau mondial des années 70, et de réduire l'écart à dix ans environ... ».

« Le programme de huit ans réserve une place privilégiée (à) huit secteurs :

« AGRICULTURE : ... Nous devons mettre au point des machines et des instruments agricoles efficaces et de haute qualité ... étudier et développer de nouveaux engrais composés, des azotes biologiques, l'épandage des engrais par des méthodes scientifiques ... découvrir rapidement de nouveaux insecticides de haute efficacité et non toxiques ainsi que des techniques pour la prévention et le traitement d'ensemble des maladies végétales et la prévention et l'anéantissement des parasites végétaux...

« ÉNERGIE : ... Nous avons nos propres inventions dans les sciences et les techniques de l'industrie pétrolière, dont certaines ont rattrapé et dépassé le niveau avancé d'autres pays. Il faut... étudier les nouveaux processus techniques et équipements pour l'exploration et l'exploitation et élever le niveau du forage pétrolier et le volume d'extraction du gaz et du pétrole ; développer activement des techniques de transformation du pétrole brut, utiliser rationnellement les ressources pour construire quelque dix champs pétrolifères aussi grands que Daqing.

« La Chine est extrêmement riche en charbon et, pour une assez longue période, le charbon restera notre principale source d'énergie. Durant les huit années à venir, les principales houillères du pays seront mécanisées, et une partie d'entre elles le seront intégralement ; ensuite, on ira vers l'automation...

« Il faut trouver de nouvelles sources d'énergie ; accélérer le rythme de la recherche sur l'énergie atomique et la construction des centrales atomiques ; poursuivre les recherches sur les autres sources d'énergie : énergie solaire, géothermique, éolienne, marémotrice et fusion thermonucléaire contrôlée... ».

« MATÉRIAUX : Dans l'industrie, nous devons prendre l'acier comme axe... Nous devons poursuivre les recherches sur l'exploitation des gisements de cuivre et d'aluminium ; porter notre production de titane et de vanadium au premier rang dans le monde ; faire en sorte que notre métallurgie du cuivre, de l'aluminium, du nickel, du cobalt et des métaux rares talonne ou égale le niveau mondial... Nous devons attacher une grande importance aux techniques de synthèse organique à partir du pétrole, du gaz naturel et du charbon ; intensifier la recherche sur les catalyseurs et développer la technologie de synthèse directe ; rénover les techniques de production des matières plastiques, du caoutchouc synthétique et des fibres synthétiques ; moderniser les équipements de l'industrie pétrochimique et élever leur niveau d'automatisation... ».

« ORDINATEURS : La Chine doit faire de grands progrès dans ce domaine. Mettons-nous immédiatement à l'étude des problèmes scientifiques et techniques auxquels nous nous heurtons dans la production industrielle des circuits intégrés de grande dimension et des problèmes techniques des circuits intégrés de très grande dimension ; nous devons produire des ordinateurs géants et pouvoir les produire en série ; poursuivre avec énergie l'étude des équipements annexes (le sotfware), l'étude des mathématiques appliquées, et populariser l'utilisation des ordinateurs. D'ici à 1985, former un contingent de chercheurs d'un niveau assez avancé dans ce domaine et mettre sur pied une industrie électronique assez importante ; généraliser les micro-ordinateurs et mettre en service des ordinateurs géants ultra-rapides ; établir plusieurs réseaux d'ordinateurs et des bases centrales d'informations... ».

« LASER ».

« ESPACE ».

« PHYSIQUE DES HAUTES ÉNERGIES : Créer en dix ans une base moderne d'expérimentation sur la physique des hautes énergies. Durant la première

moitié de ce temps, construire un accélérateur de protons d'une énergie approximative de 30 à 50 GeV et, pendant la seconde moitié, un accélérateur de protons d'une énergie encore plus grande ».

« INGÉNIERIE GÉNÉTIQUE ».

EXTRAITS DU DISCOURS DE DENG XIAOPING prononcé le 18 mars lors de la conférence sur les sciences et techniques.

(Ce discours est un discours politique, à la différence du discours de Fang Yi qui présente un programme.)

« Aujourd'hui je vais exposer mes vues sur quelques problèmes ».

« Je suis personnellement disposé à faire office de chef de l'intendance pour vous tous (scientifiques présents) et avec les camarades dirigeants des comités du Parti aux divers échelons, à m'acquitter de cette mission ».

(Il faut noter l'emploi du « je » rare dans les discours officiels, emploi qui permet à Deng d'assener sans détour quelques vérités mêmes si certains peuvent ne pas être d'accord. Il faut aussi remarquer que Deng se pose en premier ministre de fait et met le Parti et lui-même au service de la science.)

« La différence entre eux (intellectuels) et les travailleurs manuels réside seulement dans la division sociale du travail. Que l'on fasse du travail manuel ou intellectuel, on est un travailleur dans la société socialiste ».

« Comprendre correctement que la science et la technique sont une force productive et que les travailleurs intellectuels au service du socialisme font partie du peuple travailleur conditionne étroitement le développement rapide de notre science. »

« Le contingent de chercheurs professionnels forme l'ossature du mouvement révolutionnaire en vue de l'expérimentation scientifique. Sans un tel contingent... il sera difficile d'accéder aux sommets des sciences et des techniques modernes, et les activités à caractère de masse dans le cadre de l'expérimentation scientifique ne sauraient se développer toujours plus en profondeur. »

(L'aile radicale du Parti représentée par la bande des Quatre opposait travailleurs manuels et travailleurs intellectuels et estimait que cette opposition constituait un antagonisme de classe. Deng non seulement nie l'existence d'une telle opposition, qui est à l'origine du retard de la Chine, mais encore redéfinit la place de chacun : la recherche doit être confiée aux travailleurs intellectuels et non plus être le fruit de l'expérimentation scientifique des masses qui devient dorénavant synonyme de vulgarisation).

« Le comité de Parti exerce sa direction ... sur le plan politique pour ... garantir l'application ... des mesures politiques du parti. »

« En ce qui concerne les diverses opinions d'ordre scientifique (thèses, aptitudes professionnelles, programme de recherche...), il faut leur permettre de s'affronter librement..., il est nécessaire de prêter une oreille attentive aux avis des experts. »

(Il s'agit d'une redéfinition du rôle du Parti, celui-ci ne saurait avoir un rôle scientifique mais uniquement un rôle politique, à savoir administrer la science).

« Quand quelqu'un aime notre patrie socialiste et sert de plein gré le socialisme... on doit donc affirmer qu'il est... rouge. Comme notre œuvre scientifique est un aspect important de la cause du socialisme, s'y consacrer tout entier et y contribuer est une preuve importante que l'on est devenu rouge et une manifestation de l'unité des deux aspects : rouge et expert. »

« Personne n'est infaillible ».

(L'aile radicale du Parti estimait qu'un expert était forcément bourgeois et que seuls les ouvriers, paysans et soldats nés d'une famille de paysans pauvres et autres prolétaires pouvaient être considérés comme de véritables révolutionnaires : rouges ; il fallait donc, selon eux, encourager les rouges à acquérir quelque expertise afin de créer une véritable science prolétarienne. Deng dénonce cette théorie et affirme qu'il n'est non seulement pas nécessaire de travailler aux champs, à l'usine ou dans l'armée pour être rouge, mais encore que le seul fait de bien faire son travail est suffisant pour être aujourd'hui considéré comme révolutionnaire).

« Les scientifiques et techniciens doivent consacrer toute leur énergie à leur spécialité. Quand nous disons qu'il faut au moins garantir qu'ils puissent consacrer 5 jours sur 6 par semaine à l'activité professionnelle, C'EST LA UN MINIMUM. S'ils peuvent avoir davantage de temps à leur disposition, tant mieux. S'il y en a qui... travaillent 7 jours et 7 nuits de suite, c'est justement... un vibrant témoignage de leur affection pour la cause du socialisme... Nous ne pouvons pas exiger des travailleurs scientifiques et techniques... qu'ils étudient beaucoup d'ouvrages de théorie politique, prennent part à une multitude d'activités sociales et assistent à de nombreuses réunions qui n'ont rien à voir avec leur profession ».

(La théorie des 5/6 semble avoir été lancée en 1956 par Zhou Enlai, mais fut remise en question durant la révolution culturelle qui prônait l'envoi à la campagne des intellectuels et confiait aux masses — paysans, ouvriers et soldats — la charge de nouvelles découvertes scientifiques. Deng non seulement réaffirme le droit aux 5/6 mais encore en fait un minimum ; autrement dit, les scientifiques par la bouche de Deng sont dispensés de travail politique, d'envoi à l'usine..., leurs contributions scientifiques sont la preuve de leur niveau de conscience socialiste. Par ailleurs Deng va encore plus loin, le travail scientifique comme le travail en usine, aux champs et même le travail politique sont différents types de travaux et en vertu de la division du travail doivent être confiés à des individus différents, chacun faisant bien son travail dans son secteur).

« Nous devons nous rendre compte avec lucidité que l'écart entre le niveau de notre science et de notre technique et le niveau mondial d'avant-garde est encore considérable et que notre puissance scientifique et technique, toujours très faible, n'est pas, et il s'en faut, en mesure de répondre aux besoins de l'édification moderne ».

« Quel est, à l'heure actuelle, le niveau de notre production et de notre technique ? Des centaines de millions d'hommes se livrent à la production céréalière, mais le problème de l'alimentation n'a pas été réellement résolu. Un agriculteur chinois ne produit, en moyenne, qu'une tonne environ de céréales par an, alors qu'aux Etats-Unis le rendement dépasse 50 tonnes, soit plusieurs dizaines de fois plus. La productivité du travail dans notre industrie sidérurgique est plusieurs dizaines de fois inférieure au niveau avancé de l'étranger. L'écart est encore plus grand dans les industries nouvelles. Dans ces secteurs, un retard de huit à dix ans, et même de trois à cinq ans serait énorme — pour ne rien dire d'un retard de dix à vingt ans ».

(L'aveu de Deng est remarquable à divers titres : l'habitude bureaucratique est de ne jamais avouer un échec, et si certains se permettent de tels manquements de ne les publier ni dans la presse nationale chinoise ni a fortiori dans la presse destinée à l'étranger).

« Certes, pour élever le niveau scientifique et technique de notre pays, nous devons tabler sur nos propres efforts, développer nos créations et maintenir le principe : indépendance et autonomie, compter sur ses propres forces. Mais indépendance et autonomie ne signifient pas autarcie, et compter sur ses propres forces n'implique pas l'exclusion aveugle de tout ce qui est étranger. Les sciences

et les techniques sont des richesses créées par toute l'humanité. Toute nation, tout pays doit s'inspirer des points forts des autres nations et pays, de leurs sciences et techniques avancées. »

(Il s'agit d'une très nette ouverture vers l'étranger que concrétisent le discours de Hua Guofeng et le discours de Fang Yi en indiquant de façon claire les besoins de la Chine).